

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

1973

**Coup d'Etat au Chili
Tragique expérience à
ne pas oublier !**



Septembre 2023

38

Parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !

- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 FS / £ 3 / 1'000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique latine US \$ 2.
- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 FS / £ 1,5 / 300 CFA.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 FS / £ 3.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 FS / £ 4. America latina: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, 3 FS, 1,5 £ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.
- **Supplément Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 €. USA + Cdn US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, £ 1, 3 CHF. USA et Cdn: US\$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 FS / USA and Cdn: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1.5

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.

CORRESPONDANCE

France: Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas / **Suisse:** Pour contact, écrire à l'adresse en France / **Italie:** Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano / **Espagne:** Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org



Site Internet du
parti: [https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

Supplément à «programme communiste»
n° 106 ; ISSN - 0033 - 037 X
Imprimés par nos soins en Septembre 2023

- Table des matières -

- **Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir** 2
(Août 2023)
- **Le coup d'Etat de 1973 au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier** 6
(«le prolétaire» n° 468 ; 2003)
- **Le caractère désastreux de la politique de Front Populaire** 15
(Suplemento Venezuela n° 2 de «el programa comunista» n° 44, 2003; «el programa comunista» n° 45, 2004)
- **Les erreurs que vous ferez toujours (Le Chili et l'illusion démocratique)** 21
(«le prolétaire» n° 175, 1974)
- **La leçon de la tragédie chilienne** 27
(Tract, «le prolétaire» n° 180, 1974)
- **La voie pacifique est la voie du suicide, et mène au massacre de la classe ouvrière** 30
(«le prolétaire» n° 157, 1973)
- **Chili: l'Unité Populaire rampe devant la petite-bourgeoisie** 32
(«le prolétaire» n° 138, 1972)
- **Le Chili, patrie des voies pacifiques du socialisme?** 39
(«le prolétaire» n° 93, 1970)

Annexes:

- **Force, violence, dictature, dans la lutte de classe** 45
(Extraits) (Amadeo Bordiga, «Prometeo», 1946-1948)
- **Au Chili nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises** 49
(«le prolétaire»; n° 546; 2022)
- **Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois** 52
(«le prolétaire» n° 449, 1999)

(Photo en page de couverture:
ouvriers d'un «cordon» de Santiago occupant leur usine)

Il y a 50 ans le réformisme menait le prolétariat chilien à l'abattoir

L'élection au Chili en 1970 d'un président «marxiste» (Salvador Allende) et l'arrivée au gouvernement d'une coalition de gauche autour du parti socialiste et du parti communiste (l'«Unité Populaire») avait revêtu une portée dépassant largement les frontières de ce pays.

Pour les partis de gauche en Europe et ailleurs l'«expérience chilienne» faisait la démonstration qu'il était possible d'aller au «socialisme» par une voie pacifique et démocratique, grâce à des réformes passées en utilisant les institutions étatiques.

En réalité le «socialisme» que faisaient miroiter l'Unité Populaire et son président tout sauf marxiste n'était rien d'autre qu'un capitalisme légèrement réformé et «amélioré» : il n'était pas question de toucher au mode de production capitaliste et de se fixer l'objectif d'une société radicalement nouvelle, sans exploitation, sans marché ni argent, sans classes sociales ni Etat – le socialisme véritable. Celui-ci ne peut être réalisé qu'au niveau international et seulement après avoir brisé l'Etat bourgeois et la résistance des classes possédantes par l'instauration de la dictature du prolétariat.

L'UP n'envisageait rien de tel son programme était un ensemble de réformes économiques visant à accélérer le développement capitaliste en liquidant les secteurs archaïques (grandes propriétés latifundiaries) en accroissant le rôle économique de l'Etat pour pousser à l'industrialisation, en desserrant l'emprise impérialiste (nationalisations des grandes entreprises minières américaines) tout en accordant des mesures sociales nécessaires pour calmer le mécontentement des prolétaires et des masses pauvres.

Il n'est donc pas surprenant que le principal parti bourgeois, la Démocratie Chrétienne, ait voté l'investiture de Allende (celui-ci n'ayant pas obtenu une majorité suffisante pour être élu directement, l'investiture dépendait d'un vote au parlement où l'UP était minoritaire). Pour plus de sûreté la DC avait posé comme condition (texte du 24/9/1970) que le futur président s'engage entre autres à respecter «*les structures organiques et hiérarchiques des Forces Armées et du corps des carabiniers*» : «*Nous voulons que les Forces Armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique*». La suite démontrera une fois de plus que ce système démocratique défendu par l'Armée et la police n'est autre que la domination de la bourgeoisie ...

Le gouvernement de l'UP avait des adversaires plus ou moins virulents : à commencer par les grands propriétaires fonciers (les «*momios*» – les momies) qui redoutaient les occupations de terre, des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie inquiets des velléités modernisatrices du gouvernement (le projet de création d'une entreprise nationale de transport entraîna la révolte des propriétaires de camions) et l'impérialisme américain évidemment hostile aux tentatives de s'attaquer à ses intérêts et de se rapprocher de Cuba. L'UP s'efforça d'amadouer ces opposants : limitation de la «réforme» agraire (elle n'avait jamais songé à une **révolution** agraire) et condamnation des occupations par les paysans sans-terres, rachat au prix fort des entreprises américaines nationalisées (pas question de les exproprier), etc.

Cela ne suffit pas à amadouer les opposants qui au contraire trouvaient une énergie toujours plus grande dans chaque recul de l'UP.

A mesure que les difficultés économiques attisaient les tensions sociales, poussant d'un côté les prolétaires à la lutte, et de l'autre de plus en plus de secteurs petits bourgeois et bourgeois à la révolte contre un gouvernement incapable de maintenir la paix sociale, ce dernier se tournait de plus en plus vers les militaires.

Lorsqu'apparurent et commencèrent à se généraliser les «cordons industriels» comme organes territoriaux de centralisation de la résistance ouvrière, cela entraîna la dénonciation violente des medias bourgeois et l'opposition ouverte du PC et des bureaucrates du syndicat CUT, tandis que le «camarade président» Allende, soucieux de maintenir l'influence paralysante de l'UP sur la classe ouvrière, adoptait une attitude en apparence moins hostile à leur égard. Parallèlement le gouvernement donnait carte blanche à l'armée contre les cordons, pavant la voie au coup d'Etat militaire. Les pompiers sociaux se révélant finalement de plus en plus incapables de calmer les prolétaires et les masses déshéritées, ils avaient épuisé leur utilité pour les bourgeois. La Démocratie Chrétienne rompit les négociations avec le gouvernement : il fallait passer à la répression brutale, en balayant au passage les laquais réformistes même si jusqu'au bout ils avaient servi l'ordre bourgeois en livrant les prolétaires pieds et poings liés à leurs bourreaux. Les victimes du coup d'Etat du «général démocrate» Pinochet se comptèrent par milliers de morts et disparus, des dizaines de milliers d'emprisonnés souvent sauvagement torturés, et des centaines de milliers de personnes durent fuir le pays.

Malheureusement il n'existait pas au Chili de parti qui ait pu avertir le prolétariat du danger mortel qu'il y avait à faire confiance à l'UP et le diriger sur des orientations indépendantes de classe. Le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) avait acquis une certaine influence parmi les couches les plus combatives né d'une fusion de divers courants trotskystes, castristes et autres, se revendiquant du marxisme, il se disait opposé au réfor-

misme et au pacifisme des partis de gauche, à une alliance avec la «bourgeoise nationale» qui faisait partie du programme du PC et il prônait la lutte armée et l'insurrection.

La venue au pouvoir de l'UP montra ce que valaient ces discours. Si le MIR alla jusqu'à critiquer certaines actions ou le «légalisme» du gouvernement, il se rangea cependant immédiatement à son côté et il le défendit obstinément au point de s'opposer aux luttes qui risquaient de l'affaiblir. Il fit sien le fameux slogan de l'UP : *El pueblo unido jamas sara vencido !* (le peuple uni ne sera jamais vaincu), qui est la formule de la défaite prolétarienne, puisqu'au nom de cette unité populaire le prolétariat était appelé à mettre de côté la défense de ses intérêts propres. Il joua le rôle funeste d'une aile gauche de l'UP ramenant dans le giron du réformisme gouvernemental social démocrate et néo stalinien, les prolétaires qui tendaient à lui échapper et à prendre le chemin de l'indépendance de classe.

En 1922 le jeune Parti Communiste d'Italie écrivait dans ses Thèses de Rome : *«Une des tâches essentielles du Parti Communiste pour préparer idéologiquement et pratiquement le prolétariat à la prise révolutionnaire du pouvoir est de critiquer sans pitié le programme de la gauche bourgeoise et tout programme qui voudrait se servir des institutions démocratiques et parlementaires bourgeoises pour résoudre les problèmes sociaux.»* (...) *«Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience/ : de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'État démocratique bourgeois. (...). Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement*



cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale.»

(...) La situation que nous envisageons peut prendre l'aspect d'une attaque de la droite bourgeoise contre un gouvernement démocratique ou socialiste. Même dans ce cas, le Parti communiste ne saurait proclamer la moindre solidarité avec des gouvernements de ce genre: s'il les accueille comme une expérience à suivre pour hâter le moment où le prolétariat se convaincra de leurs buts contre-révolutionnaires, il ne peut évidemment les lui présenter comme une conquête à défendre.»

Personne n'était là pour tenir ce langage marxiste de l'intransigeance classiste aux prolétaires chiliens qui furent menés les yeux bandés à l'abattoir...

* * *

A la fin des années 80, après avoir imposé pendant 17 ans une exploitation capitaliste débridée qui faisait l'admiration des économistes bourgeois, la dictature de Pinochet céda tranquillement la place à la démocratie les partis de la *Concertación por la Democracia* (Concertation pour la démocratie) aux premiers rangs desquels se trouvaient les vieux partenaires-adversaires, le PS et la Démocratie Chrétienne, avaient promis de respecter la Constitution promulguée par les militaires, de continuer la même politique économique et de garantir l'impunité des crimes commis. Enième confirmation que dictature et démocratie sont deux formes politiques interchangeables selon les besoins de la préservation de la domination bourgeoise...

Les «mille jours» de l'Unité Populaire représentent une dramatique expérience dont les prolétaires du monde entier doivent se souvenir des leçons écrites dans le sang de leurs frères de classe.

Août 2023

Le coup d'Etat de 1973 au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier

(«le prolétaire» n°468 ; 2003)

Il y a trente ans, en septembre 1973, le sanglant coup d'Etat du général Pinochet renversait le gouvernement d'Unité Populaire d'Allende et déchaînait une féroce répression contre les prolétaires et les militants ouvriers: la prétendue «voie chilienne au socialisme», vantée alors par les réformistes de tous les pays, se révélait être, comme nous l'avions écrit alors, la voie unique de la contre-révolution, la voie qui mène au massacre de la classe ouvrière. Aujourd'hui où la crise économique persistante en Amérique Latine (la CEPAL, commission économique de l'ONU pour l'Amérique Latine, parle de «6 années perdues» pour la croissance économique dans la région) est grosse de difficultés politiques pour la bourgeoisie, on voit réapparaître sur le devant de la scène la carotte et le bâton de l'ordre bourgeois, c'est-à-dire les deux méthodes utilisées alternativement par la bourgeoisie contre les prolétaires: les illusions démocratiques, réformistes et populistes et les menaces répressives et putschistes. Comme il y a trente ans l'histoire commence à placer à nouveau concrètement le prolétariat devant l'alternative d'être le jouet du réformisme jusqu'au coup de massue final ou de se placer sur le terrain de la lutte de classe: c'est-à-dire de rompre avec l'interclassisme, avec l'union populaire ou nationale avec les classes bourgeoises et petites-bourgeoises, de constituer son parti révolutionnaire de classe, internationaliste et international, afin d'engager la lutte ouverte contre le système capitaliste non pour le réformer, le nationaliser ou le démocratiser, mais pour le détruire.

Pour que les victimes de 1973 - victimes non seulement des golpistes chiliens et de leurs parrains impérialistes, mais aussi des illusionnistes réformistes - ne soient pas tombées en vain, pour que la tragédie d'hier ne se répète pas demain, il est indispensable de rappeler les enseignements cruciaux de cette terrible expérience.

Le 5 septembre 1970, Allende arrivait en tête de l'élection présidentielle avec 36,3% des voix contre 34,98 % au candidat de la droite réactionnaire (Parti National) et 27,84% au candidat du parti bourgeois traditionnel, la Démocratie Chrétienne. Dans son discours au soir du 5 septembre, après cette victoire électorale, Allende disait, au milieu des phrases lyriques et démagogiques sur le «gouvernement révolutionnaire»:

«Nous avons triomphé pour en finir définitivement avec l'exploita-

tion impérialiste, pour en finir avec les monopoles, pour faire une réforme agraire sérieuse et profonde, pour contrôler le commerce d'importation et d'exportation, pour nationaliser, enfin, le crédit, choses qui rendront possible le progrès du Chili en créant le capital social qui poussera en avant notre développement». Et, plus loin:

«Quand un peuple a été capable de cela [surmonter la puissance de l'argent et les campagnes calomnieuses], il sera capable aussi de comprendre que ce n'est qu'en travaillant plus et en produisant plus que nous pourrons faire que le Chili progresse (...).

Jamais comme aujourd'hui l'hymne national n'a eu pour vous et pour moi une si grande signification. Nous le disons dans notre discours: nous sommes les héritiers légitimes des pères de la patrie, et ensemble nous ferons la deuxième indépendance: l'indépendance économique du Chili».

Un tel discours de nature réformiste et nationaliste, où ne manquaient pas ni la mise en garde contre les «provocations», ni l'appel à éviter tout esprit de «vengeance» était bien de nature à rassurer la bourgeoisie, s'il en était besoin, sur les intentions réelles de l'Unité Populaire. Comme aucun candidat n'avait eu la majorité absolue, c'était en effet au parlement, majoritairement conservateur, de confirmer comme c'était l'usage, ou de refuser, l'accession d'Allende à la présidence. Alors que le Parti National et l'extrême droite lançaient une furieuse campagne contre la confirmation et pour la tenue de nouvelles élections (le général Schneider, chef d'état-major de l'armée, qui avait déclaré qu'un gouvernement Allende était le seul capable de prévenir une insurrection populaire, était assassiné par un groupe d'extrême droite), la Démocratie Chrétienne décidait de voter pour Allende, après la signature d'un accord où les partis de l'U.P. s'engageaient à respecter les institutions étatiques, la police et tout particulièrement l'autonomie des Forces Armées (l'Armée n'est-elle pas l'instrument suprême de la bourgeoisie?). Le représentant de la prétendue voie chilienne au socialisme accédait donc à la présidence grâce au principal parti bourgeois!

Le programme de l'U.P. - constituée du Parti Socialiste, du Parti Communiste et d'un petit parti du centre - n'était en réalité rien d'autre qu'une version du programme démocrate-chrétien, assaisonnée d'une couche épaisse de démagogie «socialiste»; il correspondait aux besoins de développement du capitalisme autochtone: liquidation du secteur latifundiaire retardataire et peu productif qui était un véritable boulet pour l'économie nationale (25 % de la population active était employée dans l'agriculture), en reprenant et approfondissant la réforme agraire mise en œuvre sous la présidence démocrate chrétienne précédente; allègement de la tutelle de l'impérialisme par la nationalisation des industries extractives qui étaient entre les mains des grandes multinationales ainsi que des «monopoles» étrangers qui étranglaient les

entreprises chiliennes; accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie, notamment par la nationalisation du crédit, afin de diriger une part plus importante des ressources vers le développement du capitalisme national. Rien de «socialiste» là-dedans, ni rien de «révolutionnaire»!

Le caractère radical des fameuses nationalisations réalisées par le gouvernement de l'U.P. doit en particulier être relativisé, non seulement parce qu'il ne s'est jamais agi d'exproprier les intérêts impérialistes, mais de racheter leurs entreprises - et au prix fort: la nationalisation de l'industrie minière du cuivre, la plus importante richesse chilienne, a ainsi été un désastre pour les finances du pays, les cours mondiaux de ce métal s'étant effondrés: au lieu que l'Etat tire des ressources supplémentaires de la nationalisation, il lui a fallu consacrer une part importante de ses revenus à payer les anciens propriétaires impérialistes! En outre déjà dans la période précédente 40 % de l'industrie chilienne faisait partie du secteur d'Etat: la faiblesse de la bourgeoisie locale imposait un rôle proéminent à l'Etat dans l'accumulation capitaliste et pour le développement de l'économie nationale.

Faire passer le développement du capitalisme d'Etat pour du socialisme a toujours été une des mystifications les plus dangereuses du réformisme, que dès le début les marxistes ont combattu: ils ont affirmé que plus l'Etat fait passer des forces productives dans sa propriété, plus il exploite des prolétaires et plus il devient un capitaliste collectif (cf Engels «L'Anti-Dühring»). C'est-à-dire que la voie au socialisme ne peut commencer que par la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. La voie réformiste qui défend l'Etat et les institutions bourgeoises et appelle les travailleurs à se mobiliser en défense de l'économie nationale, est par conséquent une voie capitaliste, antiprolétarienne.

* * *

La démagogie «socialiste» de l'U.P. était nécessaire pour les réformistes dans une situation où depuis quelques années on assistait à une aggravation de l'agitation sociale. La fin du mandat du président démocrate chrétien Frei avait été marquée par la crise économique, les grèves (qui passèrent de 1939 en 1969 à 5295 en 1970) ainsi que par un mouvement de paysans sans terres qui menaçait les grands propriétaires; pendant la campagne électorale se déroula le premier mouvement national paysan de l'histoire du pays, ainsi qu'une grève générale. Cette démagogie sur la voie au socialisme et au «pouvoir populaire» avait pour objectif de faire adhérer les prolétaires à cette voie intégralement capitaliste, de les faire travailler plus, comme l'avait annoncé clairement Allende dans son discours. Les secteurs dirigeants de la bourgeoisie ne s'y trompaient pas: lorsqu'Allende annonça la nationalisation des mines de cuivre, le grand quotidien réactionnaire «El Mercurio» soutint cette mesure en disant qu'elle était inévitable; lorsqu'un accord fut passé en dé-

cembre 70 entre le gouvernement et la centrale syndicale C.U.T. dans laquelle le syndicat s'engageait à faire augmenter la production en contrepartie de leur participation à l'élaboration de la politique économique gouvernementale (mesure dite «socialiste»), «El Mercurio» se félicita que c'était le moyen de faire diminuer les grèves. A propos de la réforme agraire enfin, le même organe des cercles bourgeois les plus influents écrivait en janvier 71 qu'il y avait une réforme officielle, correcte, et une autre, celle des «faits accomplis» sous la pression «des paysans et des communistes». Le gouvernement comprit cette protestation et réprima les occupations de terres par les indiens Mapuche: «*Occuper la terre, c'est violer un droit*», affirma Allende: on croirait entendre le ministre de la réforme agraire (trotskyste!) de l'actuel gouvernement Lula condamnant les occupations sauvages de terre par les paysans sans-terres...

Le problème est que la dynamique des affrontements entre les classes ne peut respecter les limites que voudraient lui donner les réformistes. La peur des grands propriétaires devant une généralisation du mouvement spontané d'occupation des terres par les paysans se traduisait au plan politique par l'agitation anti-gouvernementale de l'extrême droite, tandis que la reprise des grèves après la dissipation de l'euphorie initiale allait nourrir la méfiance de la bourgeoisie envers un gouvernement qui se montrait de plus en plus impuissant à calmer les tensions sociales. Les difficultés économiques (qui étaient en partie dues à cette méfiance croissante de la bourgeoisie) se manifestaient par une hausse de l'inflation: 140 % en 1972, plus de 300 % en 1973, et la pénurie des biens de consommation, dont souffraient surtout les masses prolétariennes. Les tentatives du gouvernement de modernisation capitaliste du pays allaient lui aliéner en outre de plus en plus de secteurs de la petite-bourgeoisie, déjà traditionnellement réactionnaires. C'est ainsi que le projet de créer une compagnie nationale des transports qui aurait signifié leur arrêt de mort, entraîna en octobre 72 la révolte des artisans camionneurs (dont un des porte-paroles était aussi le dirigeant du groupe d'extrême-droite «Patrie et liberté»), à laquelle se rallièrent une foule de couches petites-bourgeoises (avocats, médecins, commerçants, etc. se mirent eux aussi en grève), et qui mit le gouvernement à genoux. Un lock-out patronal se généralisa dans beaucoup de secteurs. A ce tableau il ne faut pas oublier d'ajouter l'action de l'impérialisme américain qui ne voyait pas d'un oeil favorable les tentatives d'indépendance économique du gouvernement chilien, ni ses propos anti-américains ou ses gestes en direction de Cuba.

Face au mécontentement de certains secteurs bourgeois, l'U.P. avait déjà décrété la «pause» de son programme; face à la révolte de la petite-bourgeoisie, à l'agitation de l'extrême droite et alors que les prolétaires avaient en de nombreux endroits répondu au lock-out patronal par des occupations d'entreprises et la constitution de diverses organisations et coordinations re-

groupant travailleurs et population d'un même secteur – les «cordons» –, elle fit entrer en novembre 72 les militaires dans son gouvernement aux côtés des bonzes syndicaux de la C.U.T. Il s'agissait de donner aux prolétaires l'impression d'être représentés au gouvernement (les ouvriers de cimenteries d'Etat en grève avaient quelque temps auparavant saccagé «leur» ministère) tout en montrant à la bourgeoisie que l'U.P. était soucieuse de l'ordre établi et qu'elle n'hésiterait pas à s'opposer aux «extrémistes». C'est à cette époque que fut passée une **loi sur la détention d'armes** qui ne sera jamais utilisée que contre l'extrême gauche, dans les semaines précédant le coup d'Etat de septembre 73, en préparation à celui-ci.

A ce moment-là nous écrivions: *«Tant qu'Allende, les “socialistes” et le P.C. seront capables de contenir les revendications du prolétariat et de la paysannerie pauvre tout en “développant la nation” sur leur dos, la bourgeoisie, qui a le nez fin, les tolérera. Mais si l'action anticapitaliste du prolétariat venait à l'emporter sur la phraséologie de gauche du gouvernement, alors la réaction entrerait en action armée jusqu'aux dents»* (cf. «Il Pprogramma comunista» n°22/1972, «Le prolétaire» n°138, 13-26/11/1972).

* * *

Pendant tout le début de 1973 la tension sociale ne cessa de s'accroître; des dizaines d'entreprises restaient occupées par les travailleurs, tandis que l'U.P. était surtout préoccupée par les élections municipales. Le P.C. faisait campagne sur le thème: «Non à la guerre civile». Ce message ne s'adressait pas bien sûr à la bourgeoisie qui n'allait pas demander des conseils au P.C., mais au prolétariat: pour éviter de provoquer la guerre civile, il fallait que les prolétaires modèrent leurs revendications (*«il fallait freiner l'occupation des entreprises, donner des garanties à l'entrepreneur privé et contenir toute mobilisation populaire strictement à l'intérieur des cadres légaux»*) déclara quelques années plus tard un dirigeant du PC cf «El Chile de Luis Corvalán»). La grande grève pendant 2 mois des 13.000 mineurs du cuivre d'El Teniente fut condamnée par les partis de gauche au prétexte qu'il est irresponsable de revendiquer des augmentations de salaire quand l'inflation est déjà si élevée! Le gouvernement de l'U.P. se fixait comme objectif d'arriver à un compromis au parlement avec la Démocratie Chrétienne pour nationaliser une quarantaine d'entreprises occupées et rendre les autres à leurs propriétaires. De nombreuses manifestations ouvrières se déroulèrent alors contre la menace du retour des anciens propriétaires et firent avorter ce compromis.

C'est dans cette situation qu'en juin 1973, éclata le «tancazo»: une tentative de putsch d'un régiment de chars de la capitale. Cette action prématurée dont l'inspirateur était «Patrie et Liberté», ne fut pas suivie par le reste de

l'armée et elle avorta rapidement. Le secrétaire général du PS, Altamirano, affirma alors dans un discours destiné à calmer les prolétaires: *«Jamais l'unité de toutes les forces révolutionnaires sans exception n'a été plus vigoureuse et plus décisive que dans cette défense de la patrie menacée. Jamais ne s'est produit comme aujourd'hui une identité plus grande entre le peuple, les Forces Armées et les carabiniers, identité qui se renforcera encore davantage au cours de chaque combat de cette guerre historique. Le peuple en civil et le peuple en uniforme ne sont qu'un»*.

En réalité le *tancazo* servit de répétition générale. Alors que l'effervescence se répandait à grande échelle parmi les masses après l'échec du coup d'Etat, le gouvernement de l'U.P. ne prit aucune mesure sérieuse contre les responsables véritables du putsch et les hauts responsables militaires qui nourrissaient de la sympathie pour les putschistes. Loin de chercher à s'appuyer sur la mobilisation des prolétaires dont il avait plus peur que des putschistes, il se tourna vers l'armée en faisant rentrer son chef d'état-major, le général Prats, dans le gouvernement; il déclara l'état d'urgence, ce qui signifiait donner à l'armée les mains libres pour quadriller la capitale et les principaux secteurs du pays. Celle-ci s'employa aussitôt à multiplier les perquisitions brutales et les recherches d'armes... dans les usines, les quartiers ouvriers et dans les locaux des groupes d'extrême gauche dont les responsables étaient recherchés par la police militaire. Elle se lança dans une grande opération d'intimidation contre les zones paysannes mapuches à partir du mois d'août. Les médias d'état multipliaient les attaques contre la «subversion» tandis que le gouvernement se déclarait prêt à adopter une série de mesures demandées par la Démocratie Chrétienne pour protéger les intérêts des grands propriétaires terriens ou des patrons. Le gouvernement avait cédé en fait à la pression des secteurs bourgeois les plus durs bien que les putschistes aient été vaincus...

Mais au lieu de satisfaire la classe dominante, ces reculades ne faisaient que renforcer ceux parmi elle qui estimaient que le temps du gouvernement Allende était maintenant fini et qu'il était urgent de passer à la répression ouverte et brutale du prolétariat, en balayant au passage les réformistes; pour la bourgeoisie, l'ennemi à abattre n'était pas Allende ou son gouvernement, mais le prolétariat, les masses exploitées et opprimées, dont le mouvement menaçait les intérêts capitalistes. A Allende les putschistes de septembre 73 offrirent un sauf-conduit (qu'il refusa), aux prolétaires ils ne réservaient que les balles, les salles de torture et les prisons. La préparation méthodique du véritable coup d'Etat (avec l'aide des services américains) commença pratiquement dès le lendemain du *tancazo*.

Une semaine avant le putsch, alors que des poussées vers la coordination des secteurs ouvriers les plus combattifs se dessinaient, alors que la tentative des troupes de choc de l'aviation de perquisitionner l'usine SUMAR

avait échoué face, pour la première fois, à une résistance armée des ouvriers (et à la mobilisation de la population du cordon local), les cordons industriels et autres organisations prolétariennes de Santiago du Chili organisèrent une manifestation pour le troisième anniversaire de la victoire de l'U.P.. A cette occasion une «lettre», rédigée sous l'influence de l'extrême gauche, fut envoyée au «camarade président Allende»; il y était dit: *«Auparavant nous redoutions que la marche vers le socialisme soit en train de se transformer pour déboucher sur un gouvernement du centre réformiste, démocratique-bourgeois qui tendrait à démobiliser les masses ou à les conduire à des actions insurrectionnelles de type anarchiste par instinct de conservation. Mais maintenant notre crainte n'est pas celle-là, nous avons maintenant la certitude que non seulement on nous mène sur le chemin qui va vers le fascisme à toute allure, mais qu'on nous a enlevé tous les moyens pour nous défendre. (...) Dans ce pays il n'y aura pas une guerre civile, étant donné qu'elle est en plein développement, mais un massacre froid, planifié»*. Pour contrecarrer cette perspective, la lettre demandait que Allende se mette à la tête de «l'armée sans armes» que constituaient les Cordons industriels.

Il ne pouvait y avoir d'illusion plus mortelle. Lorsque un groupe de plusieurs dizaines de marins avait fait savoir quelques semaines auparavant qu'ils avaient été torturés par leurs supérieurs et qu'ils étaient accusés de subversion parce qu'ils s'étaient opposés au *tancazo*, Allende, ne voulant pas se heurter aux chefs de la marine, avait refusé de les soutenir en déclarant qu'il s'agissait d'«éléments d'extrême gauche travaillant main dans la main avec l'extrême droite». De son côté le chef du Parti Communiste affirmait son soutien à l'armée: *«nous continuons à soutenir le caractère absolument professionnel des Forces Armées»*. En août, le général Prats avait démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur et de chef de l'état-major (suivi par les autres militaires au gouvernement) après la rupture des discussions entre l'U.P. et la Démocratie Chrétienne. Pour le remplacer, Allende nomma un autre militaire, choisi pour ses «convictions démocratiques», un certain... Pinochet. Commencée avec l'accord de la bourgeoisie et en affirmant solennellement son respect de l'Armée, la «voie chilienne au socialisme» aboutissait ainsi inévitablement à remettre le sort du prolétariat et des masses entre les mains de leurs bourreaux.

* * *

A la gauche de l'U.P. existaient diverses organisations qui s'affirmaient révolutionnaires. La pluportante était le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Groupe d'orientation guérillériste, critiquant l'électoratisme et le réformisme de l'U.P., le MIR avait appelé à l'abstention lors des élections présidentielles de 1970. Son soutien aux revendications et aux luttes lui

permet de gagner une influence parmi les franges les plus radicales de la classe ouvrière et des paysans sans terre. Mais dénué de tout programme marxiste véritable et englué dans les préjugés populistes, il se montra incapable de s'opposer à l'U.P. et de défendre une orientation de classe. Malgré la haine que lui vouaient en raison de son soutien aux luttes les secteurs les plus à droite de l'U.P. comme le Parti Communiste, il se rapprocha de celle-ci (au point de fournir à Allende ses gardes du corps!). Ni la répression du mouvement des mapuches où il était actif, ni l'assassinat d'un de ses militants par le PC ne le décidèrent à rompre avec le gouvernement et l'U.P. qu'il espérait toujours et en dépit de tout pousser à gauche. Son «soutien critique» à l'U.P. l'amena inévitablement à s'opposer aux luttes ouvrières quand elles entraient trop en opposition avec la politique des réformistes: c'est ainsi que le MIR condamna lui aussi à la grande grève des mineurs d'El Teniente (accusée de faire le jeu de l'opposition au gouvernement); c'est ainsi qu'il condamna la constitution dans les semaines précédant le putsch des «**coordinations de cordons**» par les courants prolétariens les plus radicaux au nom de l'unité de la C.U.T. et pour préserver les possibilités d'union avec le PC. Alors que dans les derniers temps le gouvernement laissait l'armée s'attaquer à lui, le MIR espérait toujours convaincre l'U.P. de déclencher la lutte contre la réaction. Le jour même du coup d'Etat le MIR participa à une réunion avec le PS et le PC pour organiser la résistance armée. Le PC refusa d'organiser quoi que ce soit en disant qu'il attendrait d'abord de savoir si les putschistes allaient fermer le Parlement. Le PS arriva avec 2 heures de retard (c'était l'heure du déjeuner!) et les discussions s'éternisaient quand l'armée encercla le lieu de la réunion, obligeant les participants à s'enfuir (cf. MIR, «*Courrier de la résistance*» n° spécial, mai 75).

Congénitalement incapable de rompre avec le réformisme, le révolutionnarisme petit-bourgeois - le centrisme - ne peut rien apprendre non plus des événements. En dépit de la fatale expérience de la politique criminelle du réformisme qu'il stigmatisait lui-même, après le coup d'Etat le MIR adhéra au front populaire du PC et du PS et il proposa même d'étendre cette alliance aux partis bourgeois démocratiques. Concrètement cette décision n'avait pas d'importance étant donné que la dictature de Pinochet avait écrasé pour des décennies tout mouvement prolétarien au Chili; mais politiquement c'était la reconnaissance par le MIR lui-même qu'il n'avait jamais été en réalité qu'une couverture de gauche du réformisme contre-révolutionnaire.

* * *

La leçon des tragiques événements du Chili n'est pas originale, même si les marxistes doivent la rappeler à chaque tournant de l'histoire: pour reprendre la formule de Trotsky, dans l'affrontement inévitable qui tôt ou tard l'oppose à la classe dominante et à son Etat, la classe ouvrière ne peut espé-

rer vaincre sans parti ou avec un succédané de parti. Si elle veut éviter d'être conduite à nouveau au massacre, il lui faut rompre complètement avec toutes les forces liées de près ou de loin à la bourgeoisie et à ses institutions; il lui faut combattre tous les faux amis, tous ceux, qu'ils se disent «ouvriers», «socialistes», «communistes», «révolutionnaires» ou autres, qui lui prêchent la réforme ou la démocratisation des institutions existantes, tous ceux qui l'appellent à l'unité interclassiste «populaire», «démocratique» ou «nationale»: tous ceux-là sont ses adversaires de classe ou les agents de ses adversaires.

La seule voie réelle au socialisme, la seule voie pour mettre fin à la misère, à l'exploitation et à la répression capitalistes, n'est pas nationale, mais internationale; c'est la voie qui commence par l'organisation indépendante de classe, par la constitution du parti de classe armé du programme communiste véritable; c'est la voie de la lutte ouverte quotidienne contre les patrons et l'Etat bourgeois qui à un certain point peut se hisser au niveau de la lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat; c'est la voie de la lutte non plus populaire mais prolétarienne, non plus patriotique mais internationaliste, résolument et ouvertement anticapitaliste, seule capable d'entraîner derrière la classe ouvrière tous les exploités et les opprimés à l'assaut de l'Etat bourgeois.

Tout le reste n'est que tromperie répandue, consciemment ou non, au seul profit de la bourgeoisie et de ses assassins.

Vient de paraître (réédition):

**«Dialogue avec les Morts»
(Le XXe Congrès du
Parti Communiste Russe)**

(Juin 2023 , format A4, 92 pages, 8 €)

- Sommaire -

- **Présentation de la réédition**
- **Dialogue avec les Morts**
- **Compléments au Dialogue avec les Morts:**
 - a) *Repli et déclin de la révolution bolchévique*
 - b) *L'opposition mensongère entre les formes sociales de Russie et d'Occident / Le système socialiste à la Fiat?*
- **«Dialogue avec Staline» Sommaire - Synthèse**

**Parti communiste
international**

(«le prolétaire», «programme communiste»)

**DIALOGUE
AVEC
LES MORTS**

Le XX^e Congrès du
Parti Communiste Russe

Editions Programme
Textes du parti communiste international

11

Le caractère désastreux de la politique de Front Populaire

(Suplemento Venezuela n° 2 de «el programa comunista» n° 44, 2003; «el programa comunista» n° 45, 2004)

Devant la tragédie des prolétaires et des paysans chiliens, ni les partis «de gauche» des autres pays, ni les résidus des partis chiliens en exil, n'ont cru bon de soumettre à la critique les orientations essentielles de l'«Unité Populaire». Ils ont même reconstitué l'esquisse d'une coalition analogue; pire encore, s'il y a eu des critiques (comme par exemple celles du PC Italien et du PC Français), elles ont été dirigées contre les erreurs... extrémiste d'Allende, coupable, aux yeux de ces «experts politiques», de ne pas avoir suffisamment élargi les limites de la coalition gouvernementale et de sa base de soutien en direction des groupes bourgeois les plus importants (comme la Démocratie Chrétienne) et de l'armée, ou encore de ne pas avoir suffisamment tenu compte de la nécessité de ne pas brusquer la petite bourgeoisie et même... les propriétaires fonciers!

Bien loi d'apporter le «socialisme» aux masses (un «socialisme» sans prise de pouvoir, sans destruction de la machine d'Etat bourgeoise, ni remplacement par une république ouvrière-soviétique, etc.) et encore moins de «vaincre définitivement le fascisme» (et on sait que c'est dans ce but que certains responsables militaires avaient été appelés au gouvernement de l'U.P.), l'«Unité Populaire» a apporté au contraire aux travailleurs chiliens la domination féroce de Pinochet et de ses bourreaux. Non seulement l'U.P. n'a rien fait pour prévenir le coup d'Etat, mais elle a empêché toute résistance à celui-ci de la part des ouvriers et des paysans en les désarmant systématiquement. Pourtant, aux yeux des soi-disant «chefs» actuels du mouvement ouvrier, tous ces faits ne semblent pas devoir justifier que l'on reconsidère cette tactique, **sinon pour en accentuer encore les aspects les plus caractéristiques et les plus désastreux.**

En fait le **Front Populaire**, dont l'U.P. a été une entière application, est l'orientation tactique essentielle des partis soi-disant «communistes» actuels: cette «*grande expérience antifasciste*» constituerait, aux dires de leurs «théoriciens», un acquis historique irrévocable et définitif, les prémisses de tout progrès concret du mouvement ouvrier.

En réalité, le Front Populaire se fonde sur des présupposés qui ont déjà conduit à maintes reprises le prolétariat au massacre, et qui ont freiné ou même empêché totalement la reprise du mouvement, souvent pour de longues périodes historiques. La philosophie du Front Populaire est celle-là même

des «bourgeois déguisés en tribuns» auxquels, dès 1851, Blanqui, en parfait accord avec Marx, attribuait la responsabilité de la défaite prolétarienne de juin 1848 à Paris: *«Quel écueil menace la révolution de demain? L'écueil où s'est brisée celle d'hier, la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns (...). Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère! Qui a du fer a du pain! On se prosterne devant les baïonnettes, on balade les cohues désarmées (...). En présence de prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra. Mais les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'au bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère, toujours!»* (1).

La philosophie du Front Populaire, c'est aussi celle des populistes dégénérés ou des mencheviks, avec leur culte de la «démocratie révolutionnaire», qui revenait en fait à défendre les intérêts des bourgeois et des propriétaires fonciers sous le prétexte bien connu de «ne pas effrayer la bourgeoisie». C'est évidemment la politique de la social-démocratie pourrie, qui s'est traduite par l'«*Union sacrée*» dans la guerre impérialiste et contre laquelle se dressa la Troisième Internationale de Lénine.

Mais c'est aussi et surtout la philosophie du stalinisme, destructeur de la Troisième Internationale, assassin des compagnons de Lénine, «organisateur des défaites» prolétariennes: 1927 en Chine, 1936-39 en Espagne (et en France), et plus récemment en Indonésie le massacre des ouvriers et des paysans (grâce aux lumières de «la pensée Mao-Tsé-Toung»), voilà quelques exemples des effets du Front Populaire stalinien et post-stalinien.

«Quelle que soit la difficulté qu'on ait à le croire, écrivait Trotsky en 1936, il n'en est pas moins vrai que quelques cyniques essayent de justifier la politique du Front Populaire en se réclamant de Lénine, qui, paraît-il, a démontré qu'on ne peut pas se passer de "compromis" et en particulier d'accords avec d'autres partis.

Lénine à commencé sa tâche dans la Russie tsariste, où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais aussi de vastes secteurs de la bourgeoisie combattaient l'ancien régime. Si d'une façon générale, une politique de front populaire avait pu avoir une justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les faussaires feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances, le parti bolchevik a réalisé en Russie un simulacre de front populaire? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques!

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les or-

ganisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin en commun d'écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes de progromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours, dans certaines circonstances, et au deuxième degré, à des blocs électoraux avec les mencheviks ou les Socialistes Révolutionnaires. C'est tout. Ni «programmes» communs ni organismes permanents, ni renonciation à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis – Lénine n'avait en vue que ceux-là – n'avaient rien de commun avec le Front Populaire qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période – et quelle période! – par une politique et un programme communs, par une politique de parade, de déclamations et de poudre aux yeux. A la première épreuve sérieuse, le Front Populaire se brisera et toutes les parties constitutives en sortiront avec de profondes lésions. La politique de front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante: **Marcher séparément, frapper ensemble!** La règle des chefs de l'Internationale Communiste d'aujourd'hui est celle-ci: **Marcher ensemble pour être battus séparément!** Que ces Messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils s'arrangent pour laisser Lénine en paix!

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations des chefs vantards prétendant que le Front Populaire a «sauvé» la France du fascisme: en réalité, cela veut dire tout simplement que nos héros apeurés se sont sauvés par leurs encouragements mutuels d'une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est passé dix années marquées par des alternances de flux et de reflux. A l'époque les Blum et les Cachin [les sociaux-démocrates et les staliniens - NdIR] allemands ont maintes fois proclamé leur "victoire" sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas, et nous n'avons pas cru et nous n'avons pas eu tort (...). La lutte (...) contre le fascisme et la guerre – pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses – est ou bien un leurre ou bien une lutte pour renverser le capitalisme» (2).

Le rôle qu'ont joué dans le passé les Louis Blanc, puis les sociaux-démocrates, ce sont les staliniens et leurs héritiers qui l'assument depuis 1926. Comme les sociaux-démocrates, ils ont basé leur politique sur la conservation de l'ordre capitaliste, au moyen d'alliances entre la bourgeoisie et le prolétariat avec des prétentions plus ou moins réformistes, sans hésiter à l'occasion (toujours comme les sociaux-démocrates) à réprimer avec la plus grande énergie contre-révolutionnaire les secteurs ouvriers «incontrôlables»

et les minorités d'avant-garde, depuis les authentiques bolcheviks jusqu'aux centristes, de gauche ou non (type POUM) (3) si nécessaire.

Une pareille politique de conservation bourgeoise aboutit en définitive, à l'échelle mondiale, au maintien du **statu-quo**.

Dans les pays retardataires, en dépit de ses prétentions réformistes, antiféodales, anti-impérialistes, elle converge objectivement avec l'impérialisme en empêchant la destruction de structures archaïques fossilisées et la naissance de nations bourgeoises modernes comme le montre amplement l'«expérience chilienne», et comme l'a montré de façon encore plus éclatante l'exemple de la Chine en 1926.

Dans les pays capitalistes développés, ses prétentions antifascistes (le fascisme, réaction bourgeoise au sens le plus complet du terme, étant en l'occurrence identifié à une réaction... féodale), résistent encore moins à une analyse critique sérieuse, tant du point de vue théorique que du point de vue pratique.

Depuis Marx, c'est un point acquis et indiscutable que le processus de développement économique du capitalisme est un processus de concentration et de centralisation du capital qui s'accompagne d'un renforcement des antagonismes de classe et de la lutte de classe.

Les deux lignes, la ligne économique et la ligne sociale, étroitement entrecroisées, imposent à la bourgeoisie de rendre plus rigide et de concentrer sa puissance politique pour réagir contre la désagrégation du système et contre l'éclatement de la lutte de classe prolétarienne.

Le fascisme ne peut donc être combattu et abattu qu'au moyen des méthodes de la lutte révolutionnaire prolétarienne. Essayer de s'y opposer en maintenant le capitalisme ne peut signifier que deux choses: d'une part qu'on essaie d'empêcher l'explosion de la lutte de classe, d'autre part qu'on assume – dans la mesure où on le peut – les tâches mêmes du fascisme. Pour prouver que le fascisme est superflu, les staliniens ont, avec leurs fronts populaires, désarmé ou empêché l'armement des prolétaires et tué la révolution; sous la pression des antagonismes sociaux objectifs et d'une crise croissante, ils ont fini par livrer la classe ouvrière pieds et poings liés au fascisme.

Aux antipodes de la politique du front uni par le bas, qui signifie la création d'une unité d'action de tous les ouvriers indépendamment de leur affiliation politique pour défendre contre l'offensive capitaliste leurs conditions de vie et de lutte sur le plan économique, politique et militaire – défense qui n'est réalisable qu'avec les méthodes de la lutte de classe et qui constitue donc une base favorable pour l'accroissement de l'influence communiste dans les rangs du prolétariat –, la politique de front populaire est une politique de capitulation total et sans conditions devant l'ennemi.

Dans ce sens – et aussi paradoxal que cela puisse paraître – la politique du «social-fascisme» ou de la «troisième période» (4) ne se distingue pas,

dans son essence renonciatrice, de la politique de front populaire; à part le fait qu'elle ne fut rien d'autre qu'un tournant empirique dans le cadre d'une ligne en zigzag, et qu'elle débouche de façon tout aussi empirique et éclectique dans l'antifascisme démocratique le plus vulgaire, la politique stalinienne «de gauche» à l'égard des sociaux-démocrates et des démocrates en général au cours des années qui ont immédiatement précédé 1933, implique la renonciation au front le plus élémentaire d'autodéfense des ouvriers, l'abandon, à travers la sortie des syndicats, des grandes masses aux mains de la social-démocratie elle-même déjà capitularde, et l'adoption, en ce qui concerne la collaboration de classe, d'une position inouïe, celle de l'appui indirect et même direct au national-socialisme (aujourd'hui il y a même une troisième variante: on invite directement au Front Populaire les fascistes «repentis», les Spinola au Portugal, les franquistes et les capitalistes qui se sont refait une virginité dans l'Espagne de la future «réconciliation générale» dont rêve Carillo!) (5).

La tragédie chilienne est venue encore une fois confirmer douloureusement le caractère désastreux de la politique des fronts populaires. Malheureusement, l'ABC du marxisme, qui permet de combattre à l'avance une telle politique de façon non équivoque, n'est le patrimoine que d'une infime minorité qui lutte contre le courant et qui, pour cette raison maque (aujourd'hui!) de liens organiques avec les grandes masses, ainsi que des forces et des moyens nécessaires pour influencer et soustraire au joug de l'opportunisme des couches ouvrières de quelque importance. Mais la tâche de cette minorité – pénétrer dans chaque faille ouverte par le développement de la situation objective pour travailler à constituer en parti les éléments les plus capables et les plus combattifs – n'est réalisable que s'il existe une clarté et une continuité politiques reposant sur une solide discipline théorique et programmatique et se reflétant dans une action appropriée, sur la base des enseignements stratégiques et tactiques de la lutte de classe.

La solidarité avec le prolétariat chilien doit signifier en premier lieu agir, dans la mesure des forces, pour éviter qu'au Chili et ailleurs se répète, comme trop souvent dans le passé, «l'expérience chilienne».

(1) cf Auguste Blanqui «*Le toast de Londres*» (février 1851). Rédigé alors qu'il était emprisonné, ce texte de Blanqui devait être lu à une réunion à Londres de réfugiés de la révolution de 1848; il fustigeait nommément les prétendus socialistes qui, comme Louis Blanc, avaient participé au «gouvernement provisoire» et préparé ainsi l'écrasement des prolétaires.

(2) Léon Trotsky, «*La France à un tournant*», 28/3/36.

(3) Le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) était un parti d'ex-

trême-gauche en Espagne qui fut sauvagement réprimé par les Staliniens (son dirigeant Andrés Nin fut kidnappé et assassiné) alors même qu'il avait adhéré au Front Populaire dont ceux-ci faisaient partie.

(4) La dite «troisième période» fut caractérisée par un tournant à gauche en paroles de l'Internationale stalinienne, qui désigna la social-démocratie comme «l'ennemi principal». En réalité ce tournant à gauche était purement formel, ainsi que le démontre le fait que des accords tactiques avec les Nazis furent possibles.

(5) Le général Spínola fut nommé président du Portugal en mai 1974 par les militaires de la *Junta de Salut Nacional* après la chute du régime, lors de la dite «révolution des oeillettes». Il démissionna au bout de 4 mois, opposé à la politique selon lui trop à gauche du gouvernement. Après une tentative de coup d'Etat en 1975, il fut contraint de s'enfuir au Brésil, d'où il organisa un réseau terroriste d'extrême-droite. Il fut réhabilité en 1987 et décoré de la plus haute distinction militaire portugaise par le président socialiste Mario Soares. Santiago Carrillo était le secrétaire général du PC espagnol, actif à l'époque pour oeuvrer à une transition pacifique au post-franquisme.



En juin 1972, à Maipú-Cerillos (Santiago), s'organisait le premier «Cordon», organisme regroupant les ouvriers d'un quartier ou d'une zone industrielle, dans le but de coordonner leurs luttes, d'assurer la sécurité et le ravitaillement. Les «Cordones» se battent contre les lockouts patronaux en occupant les usines. Fortement sous l'influence du PS et du MIR, ils s'enferment dans l'impasse de la «démocratie du peuple», de la revendication des nationalisations, de la défense du gouvernement d'Allende et ainsi seront totalement prisonniers des illusions parlementaires et démocratiques.

Les erreurs que vous ferez toujours

(Le Chili et l'illusion démocratique)

(«le prolétaire» n°175, 1974)

Alors qu'au Chili les bourreaux militaires poursuivent la répression contre les partisans des partis hors-la-loi, surtout les plus à gauche, qui risquent – s'ils ne sont pas déjà tombés sous les coups du nouveau régime – de lourdes condamnations, le secrétaire du Parti Socialiste Chilien, Carlos Altamirano, considéré comme le «représentant de l'Unité Populaire en exil», vient de déclarer à un journal italien (*L'Espresso*, 24/3/1974) qu'il veut tirer la leçon des «erreurs à ne pas refaire». «*Si nous avions prévu à temps les erreurs que nous avons commises*, a affirmé Altamirano, *le cours des événements aurait été différent*» avant de préciser ce qu'il entendait par «erreurs»:

«Dans le gouvernement et dans l'Unité Populaire, le manque de direction politique unitaire, les manifestations de dispersion idéologique et les divergences tactiques ont entraîné des incohérences dans la gestion politique et des incompatibilités parmi les différents éléments qui participaient à la gestion tactique et politique du gouvernement. Ce qui manquait aussi, c'est une politique militaire. Il n'était ni logique ni conséquent de fonder le succès d'un processus révolutionnaire sur la loyauté personnelle de quelques militaires, sur des sentiments en apparence légalistes, sur des traditions qui faisaient partie de la mythologie bourgeoise». Après avoir dit que la classe dirigeante tient plus à la préservation des rapports de production qu'à la «*superstructure juridique*», Altamirano répète que ce qui a manqué, c'était une politique militaire ayant un «*pouvoir de dissuasion*» propre, et il ajoute:

«Nous n'aurions pu éviter le coup d'Etat militaire et la guerre civile qu'en nous y préparant. La voie constitutionnelle, sans recours aux armes, par laquelle l'Unité Populaire entendait réaliser le passage au socialisme, n'aurait jamais dû écarter la possibilité de se transformer en action armée».

Quand ils sont balayés par ceux qui les ont tolérés dans leur propre intérêt, tous les démocrates sont prêts à admettre qu'ils se sont trompés par excès de «démocratie». Piètres interprètes *libéraux* d'une démocratie bourgeoise qui à d'autres époques n'était pas jugée inconciliable avec l'usage de la force et de la terreur contre les pouvoirs abattus et qui, au contraire, s'en nourrissait, les «socialistes» chiliens bafouillent aujourd'hui sur ce qu'ils

auraient dû faire. Après le terrible coup, s'élèvent les inévitables plaintes et on assiste à une débauche écoeurante de *mea culpa* se voulant plus sincères les uns que les autres. Mais – et ceci aussi est inévitable – on ne tire pas de la tragédie chilienne la seule leçon qui vaille, à savoir qu'il est nécessaire de **rompre le front** d'une «démocratie officielle» – expression, évidemment pas d'une transition au socialisme, mais même pas d'un pouvoir fort à l'égard des classes possédantes les plus arriérées et des intérêts impérialistes, pouvoir fort irréalisable sans un prolétariat armé et organisé. Or cette condition, il serait fou de l'attendre cela de la «démocratie» alors que, précisément, ce n'est que contre l'organisation de classe du prolétariat qu'elle lutte à fond!

Pourquoi donc le gouvernement d'Allende n'a-t-il pas créé ce front et pourquoi a-t-on donné plus d'importance aux «structures juridiques» qu'aux «rapports de production» comme dit le socialiste Altamirano en laissant entendre qu'on aurait dû le faire?

La vérité est que la tentative d'Allende n'a même pas atteint le niveau d'un mouvement bourgeois radical. C'était un mouvement lancé par la haute bourgeoisie elle-même et «caractérisé» par le fait qu'on a essayé de réaliser un compromis entre toutes les classes sociales. La bourgeoisie croyait pouvoir gouverner sur la base de ce compromis général et pensait avoir trouvé dans Allende l'homme qui pouvait modérer les tendances extrémistes, surtout celles exprimées par les masses ouvrières et paysannes. Mais, après la victoire du coup d'Etat, chacun déclare en pontifiant qu'Allende n'a jamais eu la force d'imposer quoi que ce soit, et surtout pas, comme le reconnaît Altamirano lui-même, sur le plan militaire. En dépit de la faible résistance du palais de la Moneda, le pouvoir est passé aux militaires non pas **malgré** Allende, mais **grâce** à Allende. On sait en effet que ces mêmes militaires avaient été choyés par le gouvernement «socialiste». «*De 1970 à 1973, écrivait Le Monde du 20 décembre 1973, le budget de la défense est passé de 1.119.700.000 d'escudos à 7.340.063.000 d'escudos*», une augmentation considérable, même «*compte tenu de l'inflation*», surtout par rapport à 1969 «*dernière année du gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei*», lui-même d'ailleurs pris d'une « *Brusque sollicitude à l'égard des prétoriens*» au moment de l'élection présidentielle. La conquête des Forces Armées – présentées comme un modèle d'armée démocratique, au même titre que les autres institutions – ne s'est pas faite en remplaçant tous les anciens cadres, mais en voulant **acheter** cet appareil tel quel, grâce à des améliorations importantes sur le plan économique et au niveau des structures, avec pour seul résultat de donner des armes à l'ennemi et de le renforcer. L'armée chilienne était instruite militairement et «idéologiquement par les Etats-Unis et Allende n'avait pas mis fin à cette situation: chaque année au moins 200 officiers allaient suivre des cours de perfectionnement à Panama. Le général Carrasco W. (cf l'article du *Monde* cité) qui fut accueilli

trionphalement à Cuba en cachait pas qu'il avait tiré grand profit de ces cours, où il avait appris la «*counter-insurgency war*», c'est-à-dire la guerre contre-révolutionnaire.

Le même journal rapporte les paroles d'un des «*collaborateurs militaires les plus proches*» de l'Unité Populaire, selon lesquelles pour Allende «*rompre ou même seulement réviser les rapports avec Washington sur le plan militaire eut été à son gré introduire un facteur politique dans des problèmes essentiellement professionnels*». De plus, quand le général Prats déjoua le complot du 29 juin 1973 mis sur pied par le colonel Souper, «*la Marine et la Fach [aviation] étaient déjà depuis longtemps prêtes à se soulever, et dans ces conditions, l'épuration dans l'armée de terre, gagnée presque intégralement aux idées putschistes, loin de freiner le coup d'Etat, l'aurait déclenché*».

Il s'agit donc de bien autre chose que de simples «erreurs»! Allende n'était au pouvoir que **dans la mesure** où il avait favorisé tout cela, en laissant toujours l'alternative «forte» dans les mains de ceux qui détenaient le pouvoir réel. L'erreur, c'était tout simplement de s'être engagé dans la «voie chilienne», une voie dont Altamirano déclare qu'elle n'a pas fait faillite, mais qu'elle reste «*un espoir ouvert pour tous les peuples*»...

* * *

Que la «voie chilienne» ait été fermée à tout développement révolutionnaire, c'est ce que confirment notamment les propos tenus par un conseiller politique d'Allende, Juan garces qui, à la question de savoir si «*l'on pouvait armer les ouvriers*» répond par la négative (*Le Monde* 18/12/1973). Reconnaisant que «*l'Unité Populaire fondait sur la légitimité politique son droit de gouverner le pays, sans qu'il y ait un seul général socialiste et encore moins communiste dans le haut commandement*». Force militaire contre «légitimité politique!

Après avoir affirmé textuellement qu'«*il n'y a pas de révolution possible sans armée révolutionnaire*», le conseiller décrit l'échec de la tentative d'Allende de s'appuyer sur l'aile démocratique des Forces Armées, celle-ci étant trop faible pour «*neutraliser la majorité anti-socialiste des officiers*».

Puisque le problème de la voie légale était, comme toujours, de maintenir «*l'équilibre interne qui s'était établi*», il fallait absolument éviter la rupture: «*le choix des Forces Armées ne laissait guère subsister de doute. En aucun cas elles ne deviendraient le bras armé de la classe ouvrière* [c'est-à-dire, en réalité, des forces potentiellement révolutionnaires].

Le collaborateur d'Allende est sûr de ce qu'il dit: «*L'appui des militaires au gouvernement d'Allende s'inscrivait dans des limites politiques et sociales rigides, au delà desquelles il ne pouvait se poursuivre: l'Etat*

de droit et la non aggravation des contradictions entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Le secteur des Forces Armées reconnaissait le gouvernement légal dans la mesure où celui-ci agissait conformément au droit. Il lui était lié par une idéologie "institutionnelle" et non une idéologie de classe».

En d'autres termes, l'armée était reconnue comme une force ennemie que l'on croyait «contrôler»... en se tenant tranquille. Pour le collaborateur d'Allende il était donc clair que *«ce même corps armé qui défendait le gouvernement lui aurait désobéi s'il avait reçu un ordre contraire à la Constitution. Le président Allende n'avait pas la possibilité de renvoyer les Chambres et de gouverner par décrets-lois. Pas un seul régiment l'aurait soutenu».*

Par conséquent, les conditions mêmes qui permettaient d'être au pouvoir imposaient de ne rien faire de révolutionnaire. Pourquoi alors ne pas avoir fait appel, pour sortir de cette impasse, aux forces extérieures à l'armée, pourquoi ne pas les avoir armées et organisées? La réponse du conseiller d'Allende est pour le moins décourageante: *«Il n'était même pas possible d'entreprendre une action de ce type [la distribution d'armes aux travailleurs] sans qu'elle soit immédiatement connue des Forces Armées »!* Tous les propos de Juan Garces se ramènent à une seule chose: l'armement et l'action armée n'était pas possible dans ces conditions, cela aurait provoqué une répression de la part de l'armée: *«Entre 1970 et août 1973, les circonstances objectives et subjectives qui déterminèrent le processus de l'Unité Populaire rendaient impossible l'organisation d'une armée populaire parallèle à l'armée de métier».*

Le programme politique du gouvernement d'Allende s'exprimait donc essentiellement dans l'attitude typique de tous les gouvernements modérés – qu'ils se présentent ou on comme une transition vers le socialisme – qui est de ne rien faire de radical pour éviter les réactions des militaires, et de tout faire en revanche pour faire croire au prolétariat et aux paysans que c'est là **la seule façon** d'empêcher la réaction de passer. Ce qui peut s'exprimer ainsi: le gouvernement craignait davantage l'organisation des ouvriers et des paysans que l'armée qui le tolérait, **alors que les prolétaires en armes, eux, ne l'auraient pas toléré.**

Il est donc clair que tous ceux qui ont soutenu, de l'intérieur ou de l'extérieur, cette «voie pacifique» sont responsables de son résultat. Une force révolutionnaire aurait ressenti comme un devoir fondamental le maintien rigoureux de son indépendance militaire et organisationnelle vis-à-vis du gouvernement et de ses partis, non seulement dans le but de contraindre ces derniers à être plus rigoureux dans les mesures **bourgeoises** qu'ils prenaient, mais aussi pour se donner les moyens d'organiser l'autodéfense des prolétaires et des paysans **même** contre ce gouvernement de «pacification».

Qu'a fait un Altamirano, lui qui – selon ce que rapporte R. Debray – affirmait que *«la meilleure façon de précipiter l'affrontement et de le rendre encore plus sanglant est de lui tourner le dos»*? Après le putsch manqué du 29 juin, il déclarait: «L'unité n'a jamais été aussi grande entre le peuple, les Forces Armées et les Carabiniers (...) et cette unité ira en se renforçant à chaque nouvelle bataille de la guerre historique que nous menons». Ces Forces Armées liées au peuple, ce sont celles dont le «choix putschiste» ne laissait, selon Garces aucun doute, celle qui allait réprimer le peuple quelques mois plus tard et qui avaient même reçu **du gouvernement progressiste** l'autorisation de réquisitionner toutes les armes découvertes grâce aux renseignements fournis par les «citoyens». «Erreur» aussi, cette **loi**?

La leçon à tirer au contraire est que l'erreur, c'est tout simplement **la prétention de prendre une voie révolutionnaire sans moyens révolutionnaires**. L'erreur, c'est le gouvernement Allende lui-même avec tous ses amis.

Et la pire erreur, ce serait de croire que pour corriger les défauts d'une *«direction politique unitaire»*, les défauts de *«dispersion idéologique»* et de *«divergences tactiques»*, il faille refaire le même bloc unitaire, comme l'affirme Altamirano. Critiquant le sectarisme de naguère, celui-ci parle de *«volonté unitaire»* et de *«magnanimité et de générosité pour oublier le passé et travailler avec optimisme vers l'avenir»*! Seuls sont exclus de ce bloc unitaire ceux qui en sont sortis pour le combattre avec les armes des militaires.

Altamirano a parfaitement exprimé, lors de sa rencontre avec le PS à Paris, l'illusion unitaire qui a mené à la catastrophe, montrant par là que ses critiques n'entament en aucune façon son unitarisme suicidaire: *«Nous avons vaincu dans l'unité, nous avons été douloureusement battus dans l'unité, c'est dans l'unité que nous vaincrons»*. Or les causes de l'échec tiennent précisément à cette unité, qui ne donnera jamais une véritable victoire.

Il y aura probablement au Chili des éléments qui, subissant la répression déchaînée de la réaction après avoir été désarmés par la «révolution» pacifique, comprendront que la voie correcte est à l'opposé de celle suivie jusqu'ici. Le danger principal est que leurs voix restent noyées dans le chœur pusillanime de ceux qui gémissent aujourd'hui parce qu'ils n'ont pas combattu hier. Le danger est qu'un Altamirano réussisse à donner crédit à un nouvel Allendisme «revu et corrigé», et à faire croire qu'il s'agit de tout autre chose que d'une réédition du Front Populaire des années trente, parce que *«dans l'Unité Populaire, la direction est entre les mains de la classe ouvrière»*.

Sans doute la classe ouvrière est la seule capable de livrer l'attaque contre la réaction chilienne et nord-américaine. Mais cette attaque ne sera vic-

torieuse que si elle est dirigée en même temps contre les démocrates petits-bourgeois toujours prêts à capituler avant de combattre. Et ce sera aussi le seul moyen pour trouver des alliés dans les autres couches sociales, particulièrement parmi les paysans les plus pauvres.

Comme nous le rappelions au moment du putsch, c'est là la voie tracée par Marx et Engels, celle du refus d'être un simple «*appendice de la démocratie officielle*», celle de la reconnaissance de la nécessité de ses constituer en «*organisation indépendante, secrète et publique*». C'était la voie qu'il fallait prendre pour ne pas tomber dans le piège démocratique, c'est celle qu'il faudra suivre pour remonter la pente.

Vient de paraître:

Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes

Brochure «le prolétaire»,
Juin 2023, format A5,
56 pages, Prix: 2 €)



La leçon de la tragédie chilienne

(«le prolétaire» n°180, 1974)

A l'occasion des manifestations de solidarité du 11 septembre 1974, nos militants avaient diffusé le tract suivant:

PROLETAIRES, CAMARADES,

Il y a un an, le régime de Salvador Allende, tout réformiste et légaliste qu'il était, tombait sous les coups d'une armée entraînée et subventionnée par l'impérialisme américain pour défendre ses intérêts et ceux des classes dominantes du Chili; une répression féroce - qui dure encore - s'abattait sur les travailleurs chiliens et leurs organisations politiques et syndicales.

Aujourd'hui, on vous demande de manifester votre indignation contre la terreur impitoyable que font régner Pinochet et ses acolytes et d'exprimer votre solidarité à l'égard de leurs victimes. Mais les partis et les groupes qui vous appellent à manifester ne sont rien d'autre que les équivalents européens de ceux qui, directement ou indirectement, ont frayé la voie à Pinochet: les radicaux, fussent-ils «de gauche», qui défendent et ne peuvent défendre que les intérêts de leur classe et dont il est absurde d'attendre qu'ils rejoignent la cause de l'émancipation prolétarienne; les partis prétendument ouvriers, comme le parti socialiste et le parti «communiste», qui vous bercent d'illusions mortelles sur la voie pacifique, légale et parlementaire au socialisme et qui vous préparent ainsi, en vous désarmant politiquement et physiquement, à subir le joug du capital. En même temps, ou concurremment avec ces partis, certains groupes d'extrême-gauche vous demandent de manifester votre solidarité avec les victimes et votre indignation envers les bourreaux alors que, suivant l'exemple du MIR chilien, ils cautionnent, fut-ce en pratiquant un «soutien critique», la répétition de ce même front d'alliance entre les classes qui a conduit à la défaite les prolétaires et les paysans chiliens.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Il n'y a qu'une façon sérieuse de manifester votre solidarité à l'égard de vos frères persécutés et massacrés, c'est de tirer de la tragédie chilienne une confirmation vivante de la leçon séculaire du marxisme. La voie de l'émancipation de la classe ouvrière ne passe pas par le bulletin de vote, le parlement, les réformes, la démocratie, la participation au gouvernement ou le gouvernement ouvrier sanctionné par des lois. Elle passe par la conquête

violente du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, l'exercice de la dictature prolétarienne, et tout cela suppose la présence du parti de classe jouant un rôle dirigeant. Cette voie-là on ne la prépare pas en se solidarissant ou en fusionnant avec des couches mal définies et soi-disant progressistes de la bourgeoisie nationale, mais en rassemblant autour du drapeau de la révolution prolétarienne les masses laborieuses exploitées des villes et des campagnes. On ne répond pas à la violence de l'opresseur en faisant appel aux lois, à la morale et à la justice, mais par la violence des opprimés. On n'oppose pas aux armes de la classe dominante des articles de constitution ou les principes éternels de la démocratie universelle, mais les armes de la classe dominée. On ne peut pas demander à l'armée, bouclier de la bourgeoisie, de se «démocratiser» pour le plus grand bien du prolétariat, comme le font certains groupes qui se veulent cependant révolutionnaires. La classe ouvrière aura besoin d'une armée à elle polir écraser son ennemi de classe: elle ne peut demander aide et protection à l'instrument de défense de la société capitaliste.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Les «socialistes» du genre d'Allende ont depuis longtemps oublié cette vérité. Les faux communistes qui, ayant perdu toute pudeur, se présentent comme les héritiers d'Octobre 1917 et de la IIIe Internationale, ont tout fait pour l'effacer de votre conscience. Cette vérité, il faut qu'elle redevienne votre guide.

Les révolutionnaires - qui sont aujourd'hui une infime minorité - n'attendent ni compréhension ni pitié de la part de la bourgeoisie et de ses laquais. Ils ne les accusent pas non plus de «trahir la classe ouvrière»: l'ennemi de la classe, au Chili ou ailleurs, a-t-il jamais fait mystère de sa ferme décision de conserver, par tous les moyens, ce rempart de l'exploitation des travailleurs qu'est le pouvoir d'État? Ce que les révolutionnaires appellent *trahison*, c'est le travail quotidien de désarmement idéologique, politique et physique du prolétariat que mène l'opportunisme; son chef de file est le stalinisme, massacreur du Parti de Lénine, fossoyeur de la IIIe Internationale, responsable du cycle contre-révolutionnaire qui pèse durement depuis près d'un demi-siècle sur le prolétariat des métropoles impérialistes et sur les masses ouvrières et paysannes des pays ex-coloniaux et arriérés; et la tragédie chilienne ne représente malheureusement qu'un fruit supplémentaire de cet opportunisme sanglant.

Tout en déclarant n'avoir rien en commun avec Staline et ses héritiers, des groupes d'extrême-gauche appuient cependant de façon plus ou moins consciente les manifestations officielles, sans souffler mot du rôle criminel de l'opportunisme légaliste et pacifiste, sans la collaboration duquel l'impé-

rialisme américain, la junte militaire, la démocratie chrétienne de Frei, et tous les représentants de la conservation sociale, n'auraient jamais pu accomplir leur sinistre besogne. En cachant ce rôle, ils vous empêchent objectivement de reconnaître, aux côtés de votre ennemi direct, son complice et son laquais l'opportunisme; ils vous lient objectivement les mains en vous exposant aux coups de la bourgeoisie et de ses agents.

Contre la brutale dictature ouverte des Pinochet du monde entier soutenus par l'impérialisme américain, contre la dictature cachée sous le masque démocratique des bourgeois qui font mine de pleurer sur les cadavres des ouvriers et des paysans précisément parce qu'ils ont cessé de menacer l'ordre établi, «on ne peut lutter avec succès qu'avec les forces et les méthodes de la révolution. prolétarienne». Cette leçon que Trotsky a tirée de tout le patrimoine marxiste, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière «ne veulent ni ne peuvent la faire leur», mais ils s'efforcent au contraire jour après jour de l'étouffer. C'est cette leçon qui doit être propagée en cet anniversaire du massacre des travailleurs chiliens

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti (*«le prolétaire»*, N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (*Rapport à la réunion générale du parti - 1972*)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste (*«Il Soviet»*, N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans *«programme communiste»*, N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

(Brochure *«le prolétaire»* n° 32, février 2009, format A5, , 60 pages, Prix: 2 €, 4 FS)



La voie pacifique est la voie du suicide, et mène au massacre de la classe ouvrière

(«le prolétaire» n°157, 1973)

C'est dans le filet de ces forces militaires, elles-mêmes instruments de forces sociales, dont il avait non seulement cru pouvoir éviter l'attaque, mais dont il avait demandé l'appui pour «construire le socialisme» à la chilienne, qu'Allende a été pris. Son suicide vrai ou faux, prend valeur de symbole; il confirme tragiquement qu'il n'y a pas de «voies pacifiques», nous ne disons pas au socialisme, mais même au plein développement **CAPITALISTE** des pays restés à mi-chemin entre une organisation économique et sociale pré-bourgeoise et le plein épanouissement des formes économiques sociales et politiques bourgeoises.

Laissons les plunitifs de la classe dominante et ses valets opportunistes baptiser «marxiste» le régime du président abattu: il n'y a **pas une once** de marxisme là où «on n'étend pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la **nécessité** de la dictature du prolétariat». Ce que cherchait à faire le régime d'Allende, comme ceux de tous les pays «en voie de développement», c'était de surmonter par la voie légale et constitutionnelle les éléments d'arriération, de déséquilibre, les contrastes criants d'un pays suspendu entre le passé et le présent dans le cadre mondial de l'impérialisme.

Et pourtant **même cela** n'a pas été possible par la méthode **douce, graduelle, pacifique et parlementaire** de la démocratie interclassiste.

On voulait éviter d'employer la violence pour renverser la domination des forces sociales rétrogrades: elle s'est inéluctablement retournée contre ceux-là même qui s'imaginaient pouvoir l'appriivoiser. On refusait de déclencher l'offensive contre l'ennemi: c'est l'ennemi qui la déchaîne. On voulait opposer aux **armes** le bulletin de vote: ce sont les armes elles-mêmes qui les mettent en pièces avant même qu'il soit déposé dans l'urne. Même les réformes les plus timides, là où elles conservent encore un sens, exigent pour être mises en pratique l'emploi de la **force** organisée et centralisatrice: sinon c'est une force organisée et centralisatrice qui se chargera de les détruire – ou bien de les reprendre à son compte (ce ne serait pas la première fois dans le «Tiers Monde»).

«C'est la faute de la Démocratie Chrétienne!» ou bien: «C'est la faute des colonels fascistes!» hurlent les partis «communistes» et consorts; Non Messieurs! C'est la faute de ceux qui croient et font croire qu'au moyen du dialogue et même de l'accord avec les prêtres, les bourgeois, les boutiquiers

et les mercenaires, on peut «construire» autre chose... que le statu-quo.

On ne peut demander au bourreau de faire le contraire de son métier. Les partis «communistes» tirent de la défaite d'Allende la leçon que «l'unité de tous les démocrates est nécessaire»: mais c'est précisément cette unité qui a livré la classe ouvrière pieds et poings liés à ses bourreaux. Ceux qui ont prêché au prolétariat le désarmement, le pacifisme, le respect de la légalité, partagent la responsabilité de son massacre. La tragédie chilienne, ce n'est pas que la démocratie vole en morceaux: c'est que les coups impitoyables des maladies s'abattent sur la classe ouvrière, victime à la fois de la lâcheté de la démocratie petite-bourgeoise et soi-disant radicale vis-à-vis des anciennes classes possédantes, de la bourgeoisie industrielle et de l'impérialisme, et du pacifisme gradualiste et légaliste de la social-démocratie et du stalinisme.

Après le suicide de la «voie chilienne au capitalisme intégral», les quartiers ouvriers ont opposé une héroïque résistance au déluge de feu déversé sur eux par l'armée et l'aviation. Désarmés politiquement par leurs dirigeants, ils ont malgré tout, grâce à leur courage inflexible, montré que l'issue appartient inexorablement aux **armes**. Que les prolétaires des grandes métropoles impérialistes, les masses paysannes et ouvrières des pays «arriérés» tirent au moins de la tragédie chilienne la confirmation de la nécessité de la violence et de la terreur révolutionnaires! Que la classe ouvrière mondiale entende la dure leçon que ses frères chiliens sont en train d'écrire avec leur sang: la lutte contre l'oppression des classes dominantes est inséparable non seulement de la violence révolutionnaire, mais aussi de l'indépendance politique du prolétariat constitué en parti autonome, et de la lutte politique la plus résolue contre les courants opportunistes et la démocratie petite-bourgeoise!

Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie!



Chili: l'Unité Populaire rampe devant la petite-bourgeoisie

(«le prolétaire» n°138, 1972)

Lors des derniers événements, les adeptes du passage pacifique au socialisme n'auront pas manqué de s'étonner du manque de tact de la petite-bourgeoisie chilienne à l'égard du «socialisme» national, à moins qu'ils se soient indignés de l'attitude du président «marxiste», car ils n'en sont pas à une contradiction près. En réalité le conflit qui vient d'opposer l'Etat chilien à la petite-bourgeoisie des transports pose en toute clarté la question de l'**alliance du prolétariat avec les classes moyennes**, dissipe les illusions que tous les «fronts populaires» ont pour fonction essentielle de cultiver, et révèle, s'il en était encore besoin, leur rôle anti-prolétarien.

LA POSITION RÉVOLUTIONNAIRE

Pour le parti marxiste la question ne souffre pas d'équivoque: il est impossible au prolétariat révolutionnaire de garantir la propriété de la petite bourgeoisie, de lui promettre le libre développement et l'épanouissement de sa production qui constitue la base même du capitalisme. Le socialisme se propose au contraire de libérer l'humanité de toute forme de propriété bourgeoise, grande ou petite, parce que c'est le seul moyen d'abolir l'esclavage salarié.

Il est vrai que dans cette oeuvre d'émancipation, la révolution abattra le vampire capitaliste qui se nourrit également du travail de multiples couches petites-bourgeoises; que ce faisant elle les libérera de l'oppression qu'elles subissent et qu'elles ont donc objectivement intérêt à cette révolution.

Il est tout aussi vrai que les communistes se sont toujours efforcés d'entraîner derrière eux et de regrouper **sur leur propre programme** les semi-prolétaires des villes et des campagnes, paysans ou artisans ruinés vivant souvent de façon encore plus misérables que le prolétariat proprement dit. Dès la prise du pouvoir, le prolétariat révolutionnaire prendra immédiatement en compte cette petite-bourgeoisie déchuë; il la libérera de ses dettes, distribuera dans certains cas la terre aux paysans pauvres, incorporera toute la main d'oeuvre disponible dans le système de production dirigé centralement par le pouvoir communiste de façon à libérer les travailleurs du vieil esclavage salarié.

Mais un tel programme ne s'adresse pas aux petits-bourgeois qui ont

«réussi»; ceux-là, le parti marxiste s'efforce tout au plus de les neutraliser. Au Chili, par exemple, on compte 730.000 «travailleurs indépendants», artisans, petits et moyens entrepreneurs de l'agriculture du commerce et des transports, dont la moitié ne gagne pas plus que les ouvriers. C'est à cette moitié que la réalisation du programme prolétarien assurerait, en cas de victoire révolutionnaire, la survie immédiate par des coupes sombres dans la propriété bourgeoise.

Certes, dans certaines conditions, et nommément dans la Russie arriérée de 1921, les communistes ont dû tolérer et subir un développement de l'économie petite-bourgeoise (NEP) pour conserver leur pouvoir politique et aider la révolution mondiale: mais ils n'ont aucunement théorisé ce qui n'était évidemment pas une «voie originale» au socialisme, mais tout simplement un développement de l'économie marchande indispensable au relèvement d'une économie qui non seulement n'était pas mûre pour le socialisme, mais qui avait été totalement ruinée.

Le parti marxiste ne refuse donc pas d'utiliser le potentiel d'agressivité anticapitaliste des couches moyennes pauvres et exploitées. Par ailleurs, il est seul en mesure d'améliorer leur sort. Mais il ne fait aucune concession aux convoitises et aux illusions des partis-bourgeois attachés à leur propriété privée; et s'il est contraint de lâcher du lest dans les conditions difficiles d'un pays arriéré, c'est non par respect pour de quelconques «droits» acquis, mais pour conserver le pouvoir politique et être ainsi en mesure de continuer la lutte pour la révolution **internationale**.

ILLUSIONS ET TRAHISONS DES RÉFORMISTES

«Pour les *partis ouvriers bourgeois*, au Chili comme ailleurs, l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes a une tout autre signification. Serviteurs zélés de la propriété, de l'ordre et de la légalité, ils n'ont pas le moindre désir d'abolir le capitalisme. Cela ne les empêche pas d'attirer des ouvriers, mais même là où la classe ouvrière est la plus nombreuse, elle ne peut leur fournir une assise suffisante, car la politique réformiste exerce tôt ou tard un effet de repoussoir sur certaines de ses fractions. Ils recherchent donc l'appui de la petite-bourgeoisie hostile au grand capital, et en échange de ses votes, lui promettent bonheur et prospérité, idéalisant de façon grossière le sort qui l'attend sous le capitalisme. Mais du fait même de leur conservatisme foncier, c'est tout naturellement aux **couches supérieures** de celle-ci qu'ils s'adressent; pour s'attirer leur sympathies, ils n'hésitent même pas à juguler si possible les luttes ouvrières dans les petites et moyennes entreprises.

Au Chili, la question est d'importance puisque ces petites et moyennes

entreprises, qui sont au nombre de 35.000, occupent la majorité des prolétaires. Voilà pourquoi l'Unité Populaire chilienne s'efforce de désarmer les luttes ouvrières en prêchant l'unité avec la petite-bourgeoisie riche, tout en prétendant que si le prolétariat ne tient pas encore solidement le pouvoir entre ses mains, il y est quand même suffisamment «représenté».

Les partis ouvriers bourgeois n'ont toutefois pas l'exclusivité de cet intérêt pour la petite bourgeoisie. La grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers rivalisent d'efforts pour s'attirer les sympathies des classes moyennes qui seules peuvent fournir le gros des troupes de la réaction bourgeoise. Les chiffres de la population active au Chili montrent l'importance de l'enjeu, puisqu'on compte plus de 700.000 «travailleurs indépendants» contre un million de prolétaires dans les villes et 700.000 dans les campagnes? C'est pour les attirer que la droite, le Parti National, s'époumone contre ce qu'elle appelle «le marxisme au pouvoir», alors que de toute évidence, il ne s'agit que d'un plat réformisme.

Tant qu'Allende, les «socialistes» et le PC chilien seront capables de contenir les revendications du prolétariat et de la paysannerie pauvre tout en «développant la nation» sur leur dos, la bourgeoisie, qui a le nez fin, les tolérera. Mais si l'action anticapitaliste du prolétariat venait à l'emporter sur la *phrase* gauchiste du gouvernement, alors la réaction se présenterait armée jusqu'aux dents. Cette possibilité hante nécessairement l'esprit des gouvernants actuels du Chili qui s'efforcent de désamorcer la crise, mais qui savent bien que ni leurs efforts de conciliation, ni les théories des «socialistes et communistes» chiliens sur la conquête pacifique de l'Etat bourgeois n'ont le moins du monde supprimé le danger d'un affrontement avec la droite.

L'avenir dépend de l'attitude respective du prolétariat et des classes moyennes. Si le premier passe à l'offensive sous la poussée de la crise, il faudra bien armer les secondes pour parer à la menace. Déjà la droite et les réformistes rivalisent dans cette besogne. Que la petite bourgeoisie bascule dans le camp de la droite et c'est le fascisme qui l'emporte. Mais si elle soutient l'Unité Populaire, elle sera de toute façon le bras armé de la légalité bourgeoise contre le prolétariat et la paysannerie pauvre.

Pour le prolétariat, la contre-révolution a donc un double visage: celui de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers, indiscutablement hostiles à l'Unité Populaire, et qui attendent le moindre faux pas du gouvernement pour passer à l'action et réprimer le prolétariat; celui du front populaire, de son obsession légaliste et de collaboration de classe.

Dans la première phase de la crise chilienne, depuis 1970, la petite-bourgeoisie a plutôt penché à gauche et la grande bourgeoisie s'est trouvée relativement isolée. Mais la partie est loin d'être terminée, comme les événements récents viennent de le montrer.

«PRÉSIDENT MARXISTE» OU DÉMOCRATE-CHRÉTIEN DE GAUCHE?

Le président Allende, bénéficiant du soutien des six partis de l'Unité Populaire («marxistes»: Socialistes et PC, plus «non marxistes»: Radicaux et gauche de la Démocratie-Chrétienne) a été élu le 4 septembre 1970 avec 36,3% des voix. On peut dire qu'il a profité de la division de la droite et des divisions des classes moyennes, car c'est bien la Démocratie Chrétienne représentant les secteurs dynamiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui a permis sa confirmation par le congrès à la présidence de la République.

Contrastes chiliens: un soi-disant «président marxistes» et un parlement conservateur! Seuls d'indécrottables démocrates peuvent se réjouir de ce bon tour joué par le peuple à la bourgeoisie. L'Unité Populaire est dans les bras de la Démocratie Chrétienne et elle s'en trouve fort bien. La similitude entre les programmes des deux formations politiques est totale: suppression du chômage, construction massive de logements, réforme agraire «radicale» et récupération d'une partie plus importante des bénéfices du cuivre par l'Etat. Mais tout ce beau plan s'accompagne avec l'Unité Populaire, d'un verbalisme révolutionnaire taillé sur mesure pour répondre au mécontentement des déshérités.

Certes la Démocratie Chrétienne s'est montrée incapable d'appliquer son programme de sauvetage de la paix sociale: tout ce qu'elle a récolté, entre 1964 et 1970, sous la présidence de Frei, c'est l'aggravation de la misère du peuple chilien et, à partir de 1967, la mobilisation du prolétariat et des paysans pauvres; mais l'Unité Populaire n'a fait ni ne fera pas grand chose de plus, et si elle présente néanmoins un avantage aux yeux de la bourgeoisie, c'est uniquement parce qu'elle a pour un temps le pouvoir de remettre le prolétariat chilien au travail.

Si la bourgeoisie a toléré la venue d'Allende au pouvoir en 1970, c'est qu'elle n'avait guère le choix: il n'était possible de résoudre la crise qu'en lançant le pays dans un développement capitaliste accéléré, et tel était précisément le but des réformes proposées par lui. Celles-ci se développent dans trois directions:

1.) La concentration du capital foncier, la dissolution du latifundisme, la hausse de la productivité dans les campagnes. Pour la bourgeoisie l'avantage est triple: d'abord, réduction des importations de denrées alimentaires qui grèvent la balance commerciale alors que les terres chiliennes peuvent nourrir trois fois leur population. Ensuite, ouverture d'un marché intérieur pour l'industrie locale. Enfin, consolidation d'une couche de moyens propriétaires très productifs, soutenant la république bourgeoise et contenant farouchement les prétentions des paysans pauvres.

2.) La nationalisation des investissements étrangers, essentiellement dans les mines, à laquelle fort peu de gens se sont opposés. Rappelons que le Parlement chilien a lui-même enfourché le cheval anti-impérialiste et dénoncé à l'unanimité le pillage des «richesses nationales» par les sociétés U.S. La colossale rente minière doit désormais passer aux mains de l'Etat et servir aux «investissements productifs».

3. La nationalisation des «150 monopoles», liés au capital étranger, et qui opprimaient littéralement les entrepreneurs chiliens en leur vendant des matières premières, les équipements et le crédit aux prix fort et en achetant leur production aux prix les plus bas.

On ne peut décidément que sourire devant les déclarations d'Allende sur *«l'originalité des voies chiliennes au socialisme»*, car non seulement toutes ces mesures sont spécifiquement bourgeoises, mais elles sont tellement nécessaires à la bourgeoisie pour venir à bout de la crise qu'elles s'imposeraient à tous les partis, de droite ou de gauche, du pays. C'est d'ailleurs le secret de cette division de la grande bourgeoisie et de ces hésitations de la petite qui ont permis à une gauche réputée «marxiste» d'accéder au pouvoir.

Quand Allende déclare: *«Nous marchons sans guide sur un terrain inconnu»*, nous répondons: mensonge! Dès 1964, la petite et moyenne bourgeoisie radicale avaient déjà fixé le programme de l'Unité Populaire. Dès cette époque l'Eglise invitait le «peuple» à ne *«choisir ni le capitalisme, ni le collectivisme, mais une voie démocratique de réformes sociales»*, y compris une réforme agraire *«conséquente»*. N'est-ce pas là le programme du «président-marxiste»? L'Eglise a d'ailleurs montré l'exemple en distribuant ses propres terres.

Les nationalisations non plus ne doivent pas faire illusion. Déjà, avant 1970, les 40% de l'industrie chilienne faisaient partie du secteur étatisé, car la bourgeoisie a parfaitement compris que la relance du capitalisme passe nécessairement par l'impulsion vigoureuse de l'accumulation du capital d'Etat.

On chercherait vainement dans tout cela la moindre parcelle de «socialisme». Par contre, la participation du PC et des «socialistes» chiliens au gouvernement garantit que le maximum d'efforts sera déployé pour inciter le prolétariat à «gagner la bataille de la production» au lieu de dépenser son énergie... dans la lutte de classe.

LA GRANDE COLÈRE DE LA PETITE-BOURGEOISIE CHILIENNE

C'est un fait dur à avaler pour les petits-bourgeois, mais le développement économique passe par leur élimination plus ou moins rapide selon l'intensité du développement bourgeois. C'est là une loi du marché, de la concurrence, une loi du capitalisme tout à fait insensible aux promesses électo-

ralistes des partis ouvriers bourgeois.

Au Chili, ce que Marx appelait «les antagonismes secondaires» entre les intérêts du capital et ceux de la petite-bourgeoisie ont éclaté avec violence, montrant le caractère non seulement réactionnaire, mais parfaitement **uto-pique** de ces promesses. Pour développer le commerce intérieur tout en diminuant les frais de transport, le gouvernement avait été amené à envisager la création d'une Compagnie étatique des transports, la concentration spontanée des petits capitaux dans cette branche étant une voie trop lente et trop anarchique pour répondre aux exigences du développement capitaliste au Chili. Menacés d'une concurrence ruineuse et déçus par les espoirs suscités par l'Unité Populaire elle-même, les transporteurs ont répliqué par un puissant mouvement de grève, auquel s'est jointe une foule de mécontents des classes moyennes, petits commerçants, médecins, dentistes et même lycéens. Pour l'instant le match est nul, puisque Allende a dû céder en partie, mais les choses ne peuvent en rester là.

D'une part, l'Unité Populaire peut d'autant moins se passer des classes moyennes qu'elle n'est nullement assurée de sa popularité dans la classe ouvrière, comme le montre la dernière grève des ouvriers des cimenteries d'Etat qui ont saccagé «leur» ministère; mais d'autre part, l'unique raison de sa présence au pouvoir, c'est qu'elle serve au mieux le développement capitaliste du pays. Or il ne suffit pas pour cela qu'elle donne à un prolétariat combatif l'illusion que la bourgeoisie ne détient plus les rênes de l'Etat, ou ne les détient plus toute seule; il faut encore qu'elle favorise par des mesures économiques concrètes l'accumulation du capital. Une contradiction aussi stridente risque fort d'emporter l'Unité Populaire, car la petite-bourgeoisie qui entend bien sauver son existence de classe moyenne, ne peut que résister au capitalisme d'Etat, tandis que le gouvernement, qui a besoin de la petite-bourgeoisie pour assumer sa fonction anti-prolétarienne, est contraint par la logique même à laquelle il obéit, d'avancer précisément dans cette voie.

Dans l'immédiat, le nouveau gouvernement d'Allende, qui **comprend deux généraux, dont un au poste-clé de l'Intérieur**, a fait céder les transporteurs; mais, que le maudit front uni des «classes populaires» du Chili vole en éclats ou poursuive quelque temps une existence laborieuse, une chose est certaine: seule une minorité de la petite-bourgeoisie se sauvera économiquement; le reste sera ruiné et ira grossir les rangs du prolétariat, seule classe capable d'instaurer le socialisme.

L'UNION POPULAIRE, UNE UTOPIE RÉACTIONNAIRE

Depuis deux ans que le «socialisme» chilien est au pouvoir, rien de fondamental n'a changé dans l'économie du pays. La hausse des salaires accordée par le gouvernement n'a touché que la minorité du prolétariat travaillant

dans le secteur nationalisé et elle a été annulée par l'inflation. Une fois passée l'euphorie de la victoire, Allende et ses ministres «communistes» ont demandé aux ouvriers de revendiquer un peu moins et de retrousser un peu plus leurs manches, selon un schéma désormais bien connu. Quant à la réforme agraire, non seulement elle reste placée sous le signe de l'indemnisation des anciens propriétaires, mais elle s'enlise dans les lenteurs administratives habituelles. Contre les expropriations des Indiens Mapuches, prolétariat misérable de plus de 300.000 personnes inutilisable politiquement par la bourgeoisie chilienne dont il est l'ennemi mortel, le gouvernement a défendu les colons aisés du Sud du pays. Et plutôt que de distribuer gratuitement la terre aux 700.000 paysans misérables qui la travaillent, Allende a préféré distribuer des postes de PDG dans le secteur nationalisé aux militaires de l'Etat-Major: tel est le «socialisme chilien»!

Pourtant, même les directions des fractions les plus «radicales» du prolétariat et de la paysannerie (comme le M.I.R.), ont jusqu'ici accordé un «soutien critique» à l'Unité Populaire, c'est-à-dire à un rassemblement politique pernicieux qui ne mérite que d'être détruit. Contre les prolétaires et les paysans pauvres du Chili que leurs dures conditions d'existence avaient radicalisés, l'U.P. a utilisé toutes les vieilles recettes du réformisme: la canalisation de l'énergie révolutionnaire contre certaines couches de la bourgeoisie jugées «parasitaires» ou dénoncées comme «fascistes» pour mieux conserver le mode capitaliste de production; l'appel à la «lutte contre les monopoles» visant à faire passer le **super-monopole du capitalisme d'Etat** pour du socialisme; et enfin l'appel à l'unité de tout le peuple contre l'impérialisme américain, comme si non seulement le prolétariat mais la plus grande partie de la petite-bourgeoisie elle-même pouvait attendre une quelconque **émancipation sociale** d'un développement du capitalisme **national**.

A l'heure où la grande colère de la petite-bourgeoisie elle-même porte un coup mortel à l'**utopie** qui veut que l'«**union populaire**» permette le dépassement des antagonismes de classe, ne surgira-t-il pas au Chili des communistes authentiques pour porter d'autres coups mortels aux doucereux mensonges qui la présentent comme **révolutionnaire**, et pour formuler le véritable programme prolétarien: rupture avec le programme démocratique et populaire – constitution en parti indépendant vis-à-vis des classes moyennes – lutte pour la prise révolutionnaire du pouvoir et pour le socialisme en liaison avec la classe ouvrière internationale?

Le Chili, patrie des voies pacifiques du socialisme?

(«le prolétaire» n° 93, 1970)

Pour la seconde fois en trente ans, un gouvernement dit de «Front Populaire» parvient au pouvoir au Chili par les voies légales, c'est-à-dire parlementaires. Le Chili, en effet, n'est pas un habitué des coups d'Etat militaires et il jouissait jusqu'ici d'une réputation de stabilité sociale et d'essor économique dont se réjouissaient ses «amis américains», qui le donnaient volontiers en exemple aux autres pays latino-américains.

Mais le candidat de Front Populaire, Allende, ayant annoncé avec fracas son intention «de renverser une fois pour toutes l'exploitation impérialiste, de mettre fin aux monopoles et de réaliser une véritable réforme agraire», ce sont maintenant ces mêmes américains qui essaient de susciter un coup d'Etat plus conforme à leurs intérêts. C'est ce que déclarait à mots couverts un des dirigeants de la Compagnie minière américaine Anaconda: «Inutile de dissimuler notre pessimisme; nous nous attendons au pire. Si M. Allende choisissait la nationalisation sans compensation, nous irions vers une crise grave, d'une ampleur et d'une répercussion bien plus grande que celle qui a été provoquée par la saisie des biens de l'International Petroleum Company au Pérou. Nous n'avons pas seulement des intérêts au Chili, mais comme vous le savez, dans le monde entier...»

Le «candidat du peuple» a pourtant de quoi rassurer. Ne déclarait-il pas, au lendemain de son élection: «Il n'y aura pas de gouvernement marxiste au Chili. Il y aura tout simplement un gouvernement soutenu par les six formations politiques de l'Unité populaire avec un programme qui n'est ni socialiste, ni communiste, ni radical, mais a été défini en commun» (?). Quand on sait que les partis qui ont soutenu cette unité populaire sont justement les partis socialiste, communiste et radical, la précision est cocasse. Il faut aussi ajouter qu'au Chili le Parti communiste se caractérise, selon *Le Monde*, par «sa modération, son refus de la violence, son goût du compromis et de la légalité, la lourdeur de sa bureaucratie et la sagesse de ses intellectuels». «Ce n'est un secret pour personne, ajoute *Le Monde*, que d'affirmer la préférence réelle des communistes pour la démocratie chrétienne».

Tout ceci permet aux canailles stalinienne française d'annoncer dans un style ronflant «Les masses populaires ont remporté une victoire politique qui marque un tournant dans l'Histoire du Chili et quelles que soient les formes et conséquences des manœuvres réactionnaires et impérialistes en cours, les travailleurs ne sont pas disposés à se laisser voler cette victoire». Castro

en personne entonne le même couplet, rappelle qu'Allende est un «ami» et se déclare convaincu «de la possibilité au Chili d'une victoire du socialisme par les urnes». On avait pourtant cru comprendre qu'il n'était pas question de «socialisme», quelle qu'en soit la sauce! A la vérité, ce qui plaît aux laquais de Moscou, c'est que le Chili pourrait échapper à la zone d'influence américaine ou tout au moins prendre ses distances. Le reste (programme social, réformes économiques, etc.) ne compte pas, la classe ouvrière, ils s'en moquent. Ce qui compte, comme pour la Chine d'ailleurs, ce sont les relations entre Etats et non le sort de leurs peuples.

* * *

Le Chili est un pays sous-développé. Colonisé dès le XVII^e siècle, il fut peuplé par des Espagnols et par divers peuples européens (allemand, hollandais, français, etc.). Ses richesses naturelles étaient importantes, aussi bien du point de vue de ses minerais (nitrate, cuivre, fer, charbon) que de sa terre et de son climat. Pourvu de force hydraulique, il pouvait avantageusement se comparer à bien des pays européens. La logique de la colonisation et du développement capitaliste antérieur de l'Europe a bloqué son essor industriel et fait du Chili un fournisseur attiré de l'Angleterre, puis des USA. Tourné presque exclusivement vers l'extérieur, le Chili devint ainsi un fournisseur de blé, jusqu'à ce que d'autres pays (le Canada notamment) conquièrent ses débouchés. L'agriculture chilienne en fut ruinée, au point que le pays est devenu aujourd'hui un gros importateur de denrées alimentaires. Le nitrate contrôlé par les anglo-américains cessa d'être son légendaire et unique produit d'exportation dès la première guerre mondiale et fut remplacé par le cuivre qui, il y a peu de temps encore, était contrôlé à 90 % par les



USA (Anaconda et Kennecott Copper). Les rares efforts qui furent entrepris au Chili pour développer son indépendance économique et son industrie, se heurtèrent à l'opposition catégorique des Anglais, puis des USA, et au Chili même à celle de toutes les couches sociales bourgeoises, qui se sont installées dans les secteurs proches de l'exportation (grands propriétaires, exportateurs de blé, magnats des industries minières et commerçants en gros). La structure du commerce extérieur du Chili est éloquent, puisque les exportations sont exclusivement constituées par le cuivre et le minerai de fer, alors que les importations, outre les denrées alimentaires, sont constituées par le charbon (que le Chili possède pourtant), les produits chimiques et les produits manufacturés. Le principal fournisseur et le principal client du Chili, ce sont les USA, suivis de loin par l'Allemagne.

Aucun secteur économique n'est resté à l'écart des rapports capitalistes: les immenses domaines agraires (700 Chiliens possèdent 55 % des terres), les métayers et ouvriers agricoles liés à l'hacienda, et misérables, les «rotos» ou «capitalistes d'un sou» qui rejoignent les villes pour faire de petits métiers dont ils sont les patrons et qui peuplent les bidonvilles urbains, tous sont étroitement intégrés à une économie capitaliste sous-développée dont ils sont le produit et non les «exclus». L'inflation est endémique, puisque le coût de la vie s'est accru de 14 % en 1962, de 44 % en 1963, de 46 % en 1964, de 29 % en 1965, de 23 % en 1966, de 18 % en 1967 et de 26 % en 1968. Aussi le rapport du salaire minimum légal (3000 pesos en 1961) aux revenus par tête est-il passé de l'indice 100 en 1954 à 69 en 1961, ce qui permet de mesurer la prolétarianisation de tous les petits salariés qui sont la majorité.

La répartition sectorielle de l'emploi est une caractéristique particulièrement notable de l'économie du Chili et surtout du secteur urbain (où vit 1 Chilien sur 5). Prises ensemble, les activités agricoles, minières et industrielles n'occupent que 40 % de la population active, le reste, soit 60 %, étant employé pour une longue part dans les services non directement productifs, dans une société qui aurait grand besoin de proportions inverses. On retrouve ces pourcentages dans le produit intérieur brut:

	1958	1967
Agriculture	14%	9%
Industrie	23%	27%
Services	63%	64%

Comme d'autres pays retardataires, le Chili vit d'expédients et d'emprunts. Les annuités de remboursement qu'il doit verser aux créanciers étrangers représentent 15 % de ses exportations et plus de 25 % des profits sur ces exportations. En considérant la balance des paiements du Chili entre 1945 et 1968, on constate l'alourdissement constant du service de la dette

extérieure et le déficit croissant de ses réserves en devises qui ne peut être comblé que par de nouveaux prêts:

	1945- 1955	1956- 1960	1961- 1964	1965- 1968
Déficit des ressources		6.5	109.2	
Excédent des ressources	41.4			55
Transferts de profits	40.6	55.5	51.5	114.8
Païement d'intérêts	12.2	16.7	38.5	74.7
Amortissement	40.9	89.7	122.2	145.7
Financement brut	52.3	168.4	321.4	280.2
Investissement étranger net	10.9	44	16	47.7
Tirages sur prêts étrangers	42.5	102.3	272.2	269.7
Mouvement des réserves (excéd.)	1.5	6.4	37.7	50.2
Erreurs et omissions	-2.6	15.7	-4.5	13

Source: Corporation de Foments de la Production (CORFO)

Cette situation désastreuse, typique de la plupart des pays sous-développés, le candidat-président Allende prétend y remédier dans le cadre strict de l'environnement impérialiste. Il suffirait, d'après lui et ceux qui le soutiennent (communistes en tête), de réduire le volume et le pourcentage des profits rapatriés aux Etats-Unis en nationalisant les grandes exploitations étrangères et de consacrer une fraction plus importante du profit extorqué au développement national. En réalité, la recherche, par les pays sous-développés, d'une accumulation interne plus forte, les conduit généralement à développer encore plus intensément les secteurs tournés vers l'exportation, afin de se procurer des devises. Ce processus les amène invariablement à s'intégrer plus profondément encore au marché mondial dont ils cherchaient à s'abstraire, et finalement accentue le sous-développement relatif de ces pays par rapport aux différents centres impérialistes. L'industrie locale devient en outre de plus en plus tributaire de ces derniers, tant en ce qui concerne le financement que la commercialisation, les biens d'équipements, les pièces de rechange, les techniques, les conceptions, les brevets, les licences, bref pour tout ce qui touche à l'industrie légère ou à la production industrielle par montage de pièces fabriquées à l'étranger.

Sauf circonstances géographiques et historiques particulières (cas de la Chine), le développement capitaliste national d'un pays sous-développé conduit presque toujours à une aggravation de sa dépendance, de son retard et de la prolétarianisation de sa population.

Le Chili est toutefois un des pays les moins sous-développés de l'Amérique latine. Près de 600.000 ouvriers sont syndiqués à la CUT qu'influencent

surtout les «communistes» chiliens. La classe ouvrière chilienne vit dans des conditions misérables, qui rappellent celles des pays européens du XIXe siècle, si bien que les «communistes» n'ont d'implantation réelle que dans les quelques secteurs où le statut des ouvriers est relativement plus favorable. De même, les syndicats agricoles groupent environ cent cinquante mille adhérents sur deux millions de paysans: la quasi-totalité de la masse des saisonniers et travailleurs sans terres échappent aux syndicats comme aux partis actuels et constituent un puissant potentiel révolutionnaire.

Etant donné le nombre important de vrais prolétaires au Chili, les théories petites-bourgeoises de la lutte armée à la campagne n'ont eu, significativement, aucun écho. Il est du reste très instructif de constater que lorsque ces théories se heurtent à la réalité de l'existence du prolétariat, leurs inventeurs rejoignent purement et simplement le camp de la bourgeoisie: ainsi Castro a-t-il appuyé une coalition politique hétéroclite représentant toutes les catégories possibles de la petite et moyenne bourgeoisie réformatrice, se ralliant à la théorie du passage pacifique au socialisme que lui et ses émules avaient combattue dans le passé. Au-delà de la personne de M. Castro, ceci prouve combien les prétendues nouvelles thèses sur la lutte armée n'étaient que des resucées de radicalisme bourgeois, prêtes à s'effacer devant la classique solution anti-prolétarienne du gouvernement social-démocrate.

Les manifestations de colère qui grondent un peu partout en Amérique latine sont néanmoins le signe que les masses populaires misérables n'entendent plus rester passives sous le joug de l'exploitation forcenée du capital. Ce qui est en cause au Pérou, en Bolivie, au Chili, en Argentine en ce moment, ce n'est plus seulement l'impérialisme américain. Certes, ce dernier a considérablement renforcé sa domination ces dernières années, ce qui a accru d'autant la ruine des pays d'Amérique latine. Mais l'objectif des masses déshéritées n'est plus purement anti-impérialiste: les gouvernements militaires nationalistes qui se sont installés au Pérou et en Bolivie le savaient bien puisque, non contents de s'attaquer aux entreprises américaines les plus voyantes (IPC au Pérou, Gulf Oil Co en Bolivie), ils ont lancé des programmes de réformes internes: réformes agraires, lutte contre l'inflation, investissements industriels, etc... En Argentine, des luttes violentes ont lieu sur le terrain syndical, ainsi qu'au Chili.

Dépasant le cadre sans avenir de l'anti-impérialisme, les masses prolétarisées d'Amérique latine contraignent leurs bourgeoisies corrompues à des affrontements «populaires» ou des dictatures militaires à prétention sociale. Bien plus dangereuses que les guérillas, les luttes sociales qui s'annoncent ont aussi une tout autre dimension que purement nationale. Ce faisant, elles s'attaquent de façon exemplaire à l'exploitation du capitalisme, quelle que soit son origine nationale. Lentement, obscurément, le prolétariat sud-américain rejoint le combat que mène ses frères des pays capitalistes industriels.

- Annexes -

*La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de **toute** la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de **cette** propagande, de cette agitation.*

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois.

Lénine, «L'Etat et la révolution»

Amadeo Bordiga
Force, violence, dictature,
dans la lutte de classe
(Extraits)

(«Prometeo», 1946-1948)

Publié de 1946 à 1948 sous le pseudonyme A. Orso (Amadeo Bordiga) sur «Prometeo», la revue théorique du Partito Comunista Internazionale, ce texte s'inscrivait dans l'effort de réaffirmer les positions marxistes authentiques contre toutes les déviations, effort qui allait déboucher un peu plus tard sur la constitution du parti dont nous nous revendiquons, après la séparation d'avec une tendance confusionniste. Le texte combattait les mensonges pacifistes répandus par ceux qui «révisent» le marxisme et en général par tous les réformistes, qu'ils soient de matrice stalinienne ou social démocrate. La tragédie chilienne est le énième exemple de la véracité des positions marxistes et du caractère véritablement criminel du social-pacifisme.

(...) Le révisionnisme a prétendu démontrer que toutes les perspectives de heurt révolutionnaire entre la classe ouvrière et les défenses du pouvoir bourgeois, constituaient une partie caduque du système marxiste.

Falsifiant et exploitant les textes, une préface et une lettre fameuse d'Engels, il affirmait d'une part que toute perspective de victoire d'une insurrection armée était exclue, étant donné les progrès de la technique militaire: et d'autre part que le progrès des syndicats ouvriers et des partis parlementaires permettait d'envisager une arrivée prochaine au pouvoir par des moyens légaux et sans verser de sang.

Il voulait répandre dans la classe ouvrière la conviction qu'il était impossible de renverser par la force le pouvoir de la classe capitaliste, mais que, par contre, il était possible de réaliser le socialisme après avoir conquis le pouvoir exécutif de l'Etat en obtenant la majorité dans les institutions représentatives. Les marxistes de gauche se virent accusés de pratiquer le **culte de la violence**, de l'élever du rang de moyen à celui de **fin**, de la revendiquer par sadisme même quand on pouvait s'en passer et arriver au même but par des voies pacifiques.

Mais les événements historiques furent si éclatants qu'ils dévoilèrent vite

le véritable contenu de cette polémique: ce n'était pas tant une mystique de la non-violence qu'une **apologie de l'ordre bourgeois**.

La révolution armée ayant triomphé à Leningrad des résistances de l'organisation tsariste et de la classe bourgeoise russe, le révisionnisme passa de l'argument qu'il était impossible de conquérir le pouvoir par les armes, à celui qu'on ne le devait pas, même si c'était possible. Cette position se greffait sur un humanitarisme générique, un pacifisme social stupide qui répudiait bien la violence de la révolution ouvrière luttant pour sa victoire, mais ne reniait pas celle dont la bourgeoisie avait usé dans ses révolutions historiques, jusque dans ses manifestations terroristes extrêmes. En outre, au milieu de toutes les controverses, aux moments décisifs pour le mouvement socialiste, la droite, tout en s'opposant à l'action directe, admettait qu'elle pouvait accepter le recours à l'insurrection pour d'autres buts. Par exemple, les socialistes réformistes italiens s'opposèrent, en mai 1915, à la proposition de grève générale au moment de la mobilisation avec des arguments idéologiques et politiques et pas seulement d'appréciation tactique du rapport des forces, mais ils affirmèrent que dans le cas d'une intervention militaire aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne, ils auraient appelé le peuple à l'insurrection..

De même les théoriciens de l'«utilisation» des moyens légaux et démocratiques sont prêts à reconnaître que la violence populaire est nécessaire et légitime lorsque d'en haut on tente d'abolir les garanties constitutionnelles. Comment expliquer que le progrès des moyens militaires aux mains de l'Etat ne soit plus alors un obstacle insurmontable? Comment est-il possible d'envisager que dans le cas d'une conquête pacifique de la majorité, la classe au pouvoir ne ferait pas usage de ces moyens pour le conserver? Comment le prolétariat peut-il utiliser dans toutes ces situations une violence décriée et condamnée comme moyen de classe? C'est ce que les sociaux-démocrates ne peuvent expliquer sauf à confesser qu'ils sont purement et simplement les complices de la conservation bourgeoise.

En fait, leur système de mots d'ordre tactiques ne peut cadrer qu'avec une **apologie** tout à fait anti-marxiste de la civilisation bourgeoise: c'est d'ailleurs bien cela qui constitue le fond de la politique des partis nés sur le tronc difforme de l'antifascisme. Leur thèse est que le dernier recours historique à la violence et à la guerre civile est celui qui a permis à l'ordre bourgeois de s'instaurer sur les ruines des vieux régimes féodaux et despotiques.

Une ère de luttes civiles et pacifiques se serait au contraire ouverte avec la conquête des libertés politiques, permettant de conquérir toutes les autres, y compris l'égalité économique et sociale, sans heurts et sans effusion de sang. Le mouvement historique du prolétariat moderne et le socialisme ne se présentent plus, dans ces ignobles falsifications, comme la lutte la plus radicale de l'histoire, comme l'**anéantissement** complet de tout un monde, de

son organisation économique comme de ses institutions juridiques et politiques et de ses idéologies encore imprégnées des mensonges transmis par les formes précédentes d'oppression et qui, aujourd'hui encore, empoisonnent l'air que nous respirons. Le socialisme se réduit pour le révisionnisme à un mélange stupide et d'ailleurs hésitant de prétendues conquêtes juridiques et constitutionnelles, dont le capitalisme aurait enrichi et illuminé la société, et de vagues postulats sociaux que l'on pourrait greffer et transplanter sur le tronc du système bourgeois.

La formidable perspective antagonique de Marx, qui mesurait dans le sous-sol social les pressions croissantes et irrésistibles qui devront faire sauter l'enveloppe des formes bourgeoises de production à l'instar des cataclysmes géologiques qui fendent la croûte terrestre, est remplacée par les méprisables mensonges d'un Roosevelt introduisant dans l'énumération poussive des libertés bourgeoises celle de la peur et du besoin; ou celle d'un Pape qui, après avoir béni le maintien du principe éternel de la propriété dans le capitalisme moderne, fait mine de pleurer sur l'abîme entre l'indigence de la multitude et la monstrueuse accumulation des richesses.

En restaurant la doctrine révolutionnaire, Lénine remet sur ses pieds la conception de l'Etat en le définissant comme une machine dont une classe se sert pour opprimer les autres, et cette définition est toujours et encore plus valide pour l'Etat bourgeois le plus moderne, démocratique et parlementaire.

La conclusion essentielle de cette polémique historique est que la classe ouvrière ne peut pénétrer cette machine et l'utiliser pour ses propres buts: elle doit la **briser**, la **mettre en pièces**, et non pas la conquérir.

La lutte prolétarienne n'est pas une lutte à l'intérieur de l'Etat et de ses institutions, c'est une lutte **extérieure** à l'Etat, **contre** l'Etat, contre toutes ses manifestations et toutes ses formes. La lutte prolétarienne n'a pas pour but de s'emparer de l'Etat ou de le conquérir comme une armée peut le faire pour une place forte, mais de le **détruire** en rasant ses défenses et ses fortifications. Une forme d'Etat politique est cependant nécessaire après cette destruction; c'est la forme nouvelle de l'**organisation du pouvoir de classe** du prolétariat, confronté à la nécessité d'employer la violence pour extirper les privilèges du Capital et organiser sous des formes nouvelles, non privées, non mercantiles, les forces de production affranchies du joug capitaliste.

Il est juste de parler de **conquête** du pouvoir, pourvu qu'on l'entende comme une conquête non pas légale et pacifique, mais **violente**, **armée**, **révolutionnaire**. Il est également correct de parler de **passage du pouvoir** des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, justement parce que notre doctrine appelle pouvoir non l'autorité et la loi appuyées sur les pesantes traditions du passé, mais la **dynamique** de la **force** et de la **violence** dirigées vers l'avenir et emportant les digues et les obstacles des institutions.

Il ne serait pas exact de parler de la conquête de l'Etat ou du passage de l'Etat de la direction d'une classe à celle d'une autre, parce qu'une condition de la victoire de la classe jusque là dominée est que l'Etat de l'autre classe périsse, qu'il soit **détruit**. Répudier ce point essentiel du marxisme, faire sur lui la moindre concession, en prétendant par exemple que le passage du pouvoir au prolétariat puisse se dérouler dans le cadre d'un événement parlementaire, même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure, conduit directement au **pire conservatisme**.

En effet, cela revient à admettre que l'appareil d'Etat est une forme ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est **au-dessus des classes** et de leur lutte historique: cela conduit à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

Il ne s'agit pas là d'une grossière erreur d'analyse scientifique, mais d'une véritable **dégénérescence** qui s'est déroulée sous nos yeux lorsque les partis ex-communistes, ayant tourné le dos aux thèses de Lénine, en arrivèrent à une coalition avec les traîtres sociaux-démocrates, au «*gouvernement ouvrier*», au gouvernement démocratique en collaboration avec la bourgeoisie et à son service.

En même temps que la thèse lumineuse de la **destruction** de l'Etat, Lénine a rétabli celle de l'**Etat prolétarien**, non agréée par les anarchistes, qui tout en ayant le mérite de prôner la destruction de l'Etat bourgeois, s'imaginent que sitôt cette destruction réalisée, il serait possible de se passer de toute forme de pouvoir organisé et donc d'un Etat politique, c'est-à-dire d'un **système de violence sociale**. Mais comme la transformation de l'économie privée en économie socialiste ne peut être immédiate, la suppression de la classe non-travailleuse ne peut pas l'être non plus, et on ne peut la réaliser en supprimant physiquement ses membres. Pour la période, qui n'est pas si brève, pendant laquelle les formes capitalistes persistent bien que subissant une réduction incessante, il doit y avoir un Etat révolutionnaire en activité, ce qui signifie, comme Lénine n'hésita pas à le dire, des soldats, des forces de police et des prisons. Avec la réduction progressive du domaine de l'économie privée, se réduit aussi le domaine où il est nécessaire d'appliquer la contrainte politique et l'Etat tend peu à peu à disparaître.

Les points rappelés ici schématiquement suffisent à démontrer comment, non seulement une magnifique campagne polémique ridiculisa et pulvérisa les contradicteurs, mais surtout comment les grands épisodes de la lutte de classe rendirent toute leur force aux thèses classiques de Marx et Engels énoncées dans le «*Manifeste Communiste*», et aux conclusions qu'ils tirèrent de la défaite de la Commune: la **conquête du pouvoir politique**, la **dictature du prolétariat**, l'**intervention despotique de l'Etat** dans les rapports bourgeois de production et, finalement, son **dépérissement**. (...)

Au Chili nouvelle faillite des illusions démocratiques petites bourgeoises

(«le prolétaire»; N° 546, 2022)

Hier la prétendue «voie chilienne au socialisme» du gouvernement Allende de l'«Unité Populaire» (regroupant principalement le PS et le PC) était encensée par toute la gauche et l'extrême gauche internationales. Aujourd'hui la voie chilienne à la réforme du capitalisme est encensée par toute la gauche et l'extrême gauche latino-américaines ; elle vient de subir une retentissante défaite lors du référendum constitutionnel de début septembre.

En 1973, après que, dans une situation de fortes tensions sociales, les élections aient porté 3 ans auparavant l'UP au pouvoir, la voie chilienne débouchait finalement sur un bain de sang prolétarien avec le coup d'Etat du général Pinochet: les partis de gauche et les organisations syndicales collaborationnistes avaient conduit les prolétaires désarmés à l'abattoir en les appelant à faire confiance à l'armée et à l'Etat bourgeois face aux menaces de l'extrême droite et des dits «secteurs golpistes». Allende n'avait-il pas nommé Pinochet ministre de l'Intérieur parce que c'était un «démocrate» ?

Mais, «démocrates» ou non, les militaires et l'armée ont pour fonction de défendre l'ordre bourgeois; et lorsque les réformistes ont épuisé leur rôle de paralysie du prolétariat, ils sont balayés sans hésitation par les forces armées bourgeoises pour laisser le talon de fer écraser les prolétaires. La dictature ne fit pas seulement des milliers de morts et des dizaines de milliers d'arrestations et la généralisation de la torture en imposant un véritable régime de terreur, elle aggrava l'exploitation capitaliste et mena une politique de libéralisation économique qui provoqua une forte augmentation de la misère et des inégalités. Des centaines de milliers de Chiliens furent contraints à l'émigration pour des raisons politiques ou pour des raisons de survie économique. Cependant cette surexploitation de la force de travail déboucha après quelques années sur une indéniable croissance économique; cela permit un retour à la démocratie au bout de 17 ans de dictature . Cette transition sans heurt démontre une nouvelle fois que démocratie et dictature sont deux formes de l'ordre bourgeois interchangeable entre elles selon les situations sociales, les rapports de force entre les classes et les besoins de la domination de la bourgeoisie.

La nouvelle démocratie hérita de la dictature sa politique économique et sociale, ce qui fait que le Chili reste le pays le plus inégalitaire de l'OCDE et l'un des moins dotés de mesures de protection sociale. Cela n'empêche pas,

bien au contraire, les économistes de vanter ses succès économiques et de lui décerner la palme de la «stabilité économique» en Amérique Latine.

Pendant en 2019 la crise économique rattrapa le pays, y provoquant une véritable explosion sociale. Déclenchée par une hausse des tarifs des transports en octobre de cette année, elle vit de gigantesques manifestations violemment réprimées par la police. Son point culminant fut la grève générale du 12 novembre, très suivie ; mais ce fut aussi le début de la fin. Inquiets du risque de voir la classe ouvrière entrer en lutte pour son propre compte, les partis d'opposition et les partis gouvernementaux signaient le 15 un «accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution».

Même s'il fallut l'imposition des mesures de contrôle social contre la pandémie pour mettre un terme à l'agitation, le mirage démocratique, répondant à l'interclassisme du mouvement et alimenté par les organisations politiques et syndicales de collaboration de classe, fit son effet. Une myriade de secteurs professionnels, une longue liste de professeurs d'universités privées, de notables, de juges, avocats, etc. en même temps que les leaders du mouvement, signèrent ce pacte, pacte qui promettait la paix sociale et l'unité nationale.

Il s'en suivit une véritable orgie d'opium électoral: référendum sur le principe d'une nouvelle constitution pour remplacer celle de Pinochet (25/10/2020); élections à l'assemblée constituante (15-16/5/2021); élections présidentielles et parlementaires qui voient la victoire du socialiste Gabriel Boric soutenu notamment par le PC; référendum constitutionnel (4/9/2022).

Ce dernier référendum a lamentablement échoué: plus de 60 % des votants (le vote était obligatoire) ont voté non et le vote négatif a été particulièrement fort dans les quartiers populaires et les zones où prédomine la population indigène Mapuche. Pourtant le projet prévoyait des mesures sociales et il accordait des droits particuliers aux populations indigènes, selon le principe de l'«indianisme» qui met au premier plan l'identité ethnique au lieu de la position sociale, de l'appartenance de classe.

Les partisans du projet rejettent leur défaite sur une puissante propagande des médias de droite. Mais cette propagande est tout sauf nouvelle; la réalité est que ce projet rédigé par une assemblée petite-bourgeoise où dominaient avocats et professeurs et qui voulait instaurer un «Etat de droit social et démocratique» ne s'adressait pas aux masses prolétariennes dont la situation a continué de s'aggraver sous le nouveau gouvernement «de gauche» (qui comporte des ministres de droite) qui n'hésita pas à envoyer la police anti-émeutes contre les grévistes d'une raffinerie en mai dernier. La déclaration d'un représentant mapuche pourrait s'appliquer aux prolétaires en général: «A quoi sert de nous accorder de nouveaux droits si nous ne savons pas comment nous allons manger demain ?» (*New York Times*, 2/9/2022)

Le résultat s'explique en grande partie par la désillusion vis-à-vis du gou-

vernement de gauche: instinctivement nombre de prolétaires ont senti que ce référendum était de la poudre aux yeux alors que leurs difficultés s'accroissent avec une inflation officiellement supérieure à 14% en août et l'augmentation de pauvreté qu'elle entraîne.

Si elle a été une défaite pour les rêves petits-bourgeois, cette overdose électorale a cependant été un succès pour la bourgeoisie qui a réussi grâce à elle à maintenir la paix sociale.

Mais face aux illusions petites-bourgeoises de réformer le capitalisme par des élections et une bonne constitution, la réalité va se charger de rappeler que le capitalisme ne se réforme pas, il se combat. Et pour ce combat l'histoire du Chili a démontré que les forces les plus dangereuses sont les faux amis «de gauche», les faux partis ouvriers et petits-bourgeois, les organisations partisans de la collaboration des classes qui ne sont pas autre chose que des valets de la bourgeoisie. Le prolétariat chilien a payé très cher il y a 50 ans de leur avoir fait confiance. Il devra se rappeler cette terrible leçon pour se préparer aux combats futurs en s'engageant dans la voie de la lutte et de l'organisation de classe.

C'est la condition pour qu'il puisse non seulement se défendre vraiment, mais venger demain ses martyrs en en finissant non pas avec une simple constitution, mais avec le capitalisme et l'Etat bourgeois en union étroite avec les prolétaires de tous les pays !

10 octobre 2022



Malheureusement, le pédalage démocratique ne résistera jamais aux chars bourgeois.

Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois

(«le prolétaire» n°449, 1999)

Tous les médias internationaux nous ont relaté il y a quelques mois les mésaventures de Pinochet en Grande-Bretagne. Ce feuilleton devrait reprendre dans un proche avenir, l'ancien dictateur ayant enfin accepté d'être jugé.

LA PROPAGANDE DÉMOCRATIQUE

Le respect de la loi et de la justice est un des thèmes privilégiés du gouvernement travailliste (le ministre de la Justice a même livré à la police son propre fils pour consommation et vente de drogue - à vrai dire pour devancer les journaux!). Il lui était donc difficile d'opposer une fin de non-recevoir aux demandes d'extradition du juge espagnol. Les travaillistes ont donc voulu au contraire faire la démonstration que le gouvernement laissait la Justice faire son travail en toute indépendance et que personne, pas même un ancien Chef d'Etat n'était au-dessus des lois, peu importe les contorsions diplomatiques. Les médias bourgeois dans le monde entier ont aussitôt salué cette attitude comme une victoire des grands principes de la Justice, de la Démocratie, de la Morale et du Droit. Que tremblent les dictateurs, tel Milosevic, ils ne sont plus à l'abri et, tôt ou tard, ils devront rendre compte de leurs méfaits devant les Juges!

L'affaire Pinochet correspond, au-delà des circonstances contingentes, à la volonté actuelle des grandes puissances de masquer derrière un épais rideau de fumée démocratico-juridique leurs exactions passées, présentes et futures. Inutile hier, lorsque les aires d'influence étaient figées en deux blocs principaux, la création de tribunaux internationaux, est une indication supplémentaire que les Etats les plus puissants aujourd'hui veulent imposer leurs lois et leurs règles – corollaires de **leurs intérêts impérialistes** – dans ce monde nouvellement ouvert et qu'il faut conquérir. Loin d'être une victoire des opprimés sur les oppresseurs, ces événements marquent le renforcement de l'autoritarisme des grands impérialismes et du totalitarisme du capitalisme mondial. Aujourd'hui face à l'apathie de la prolétariat, la bourgeoisie avance les pions démocratiques, sacrifiant si besoin quelques vieux alliés d'hier (Pinochet n'est pas un cas unique) sur l'autel de l'ordre bourgeois. Demain, lorsque la classe ouvrière se fera de nouveau menaçante, elle resuscitera de nouveaux Pinochets!

L'inculpation du général sénile permet de réactiver une nouvelle fois la fausse alternative démocratie ou fascisme; elle donne à peu de frais aux sociaux-démocrates un brevet «anti-fasciste» - si utile pour masquer la nature anti-prolétarienne de la démocratie - par l'arrestation de l'assassin du président socialiste Allende. L'image d'Allende mort «les armes à la main» a toujours été utilisée pour cacher sa responsabilité politique dans l'écrasement du prolétariat, livré sans défense à la répression bestiale des Forces Armées qu'il avait pourtant encensées et dont il avait défendu la hiérarchie contre les soldats du rang.

LE CHILI SOUS LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE

En 1970, devant l'incapacité, durant les six années précédentes, du gouvernement Démocrate-Chrétien de Frei de résoudre la crise dans le pays et devant les risques sociaux d'une telle situation, l'Union Populaire menée par Allende accéda au gouvernement. L'UP, accord électoral de 6 partis dont la Démocratie Chrétienne (issue en partie de la Phalange fasciste), le PS et le PC, fut alors encensée par les opportunistes du monde entier. On parlait de troisième voie chilienne, de socialisme à la chilienne et d'autres âneries du même acabit. Mais l'UP n'était, comme nous l'écrivions alors, qu'un **serviteur zélé de la propriété, de l'ordre et de la légalité au service exclusif du capitalisme**. Derrière son verbalisme «révolutionnaire», se cachait une politique de prévention des luttes ouvrières, de relance et de modernisation de l'Etat et du capital national. Malgré son court règne, Allende eut le temps d'agir comme serviteur empressé du capitalisme. Rappelons quelques faits.

Son gouvernement fit exproprier plus de 300.000 Indiens mapuches, défendit les colons aisés du Sud du pays; aux délégués des paysans pauvres en lutte contre les propriétaires fonciers, il n'eut que cette réponse: «*occuper la terre, c'est violer un droit*».

Même chose pour les grèves qui se succédèrent dans différents secteurs économiques, en particulier dans les mines ou les cimenteries d'Etat (les ouvriers de celles-ci allant même jusqu'à saccager «leur» Ministère): l'UP n'hésita pas à envoyer l'armée pour réprimer les faiseurs de troubles, à embastiller et censurer, lorsque ses promesses étaient impuissantes à calmer les prolétaires. Devant l'aggravation des tensions sociales en dépit de tous ses efforts, Allende appela deux généraux dans son gouvernement, dont un au poste-clé de l'Intérieur. Il plaça même des militaires de l'Etat-Major à des postes clef du secteur nationalisé assurant ainsi à la bourgeoisie que ces entreprises ne se montreraient pas laxistes envers les prolétaires.

On est donc loin du portrait idyllique que l'opportunisme a forgé au fil du temps! D'ailleurs, à l'époque, à la question déjà stupide «*Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat?*», Allende ne pouvait

que renchérir en stupidité en répondant: *«je crois que oui; c'est à cela que nous travaillons»*. Dans le même temps, devant la contestation de la hiérarchie militaire par une partie des troupes et leur dénonciation des menées réactionnaires et factieuses des officiers, l'UP affirmait: *«nous voulons que les carabiniers et les forces armées continuent à être une garantie de notre ordre démocratique, ce qui implique le respect des structures organiques et hiérarchiques de la police et de l'armée»*.

A l'inverse de ce que prétendait le révolutionnarisme petit-bourgeois international, il n'y avait donc rien à espérer d'un tel gouvernement pour le prolétariat et la population paysanne pauvre. Sa politique ne s'expliquait pas par l'aveuglement, comme le dirent ensuite les divers courants trotskystes, qui cherchent toujours à atténuer la responsabilité de l'opportunisme dans les défaites ouvrières. C'était une attitude **contre-révolutionnaire** parfaitement cohérente pour endiguer les vagues d'agitation du prolétariat chilien, qui impliquait **nécessairement** de se tourner vers cet ultime rempart de la société bourgeoise que constitue l'armée, si hostile qu'elle lui fut politiquement. Lorsque la bourgeoisie estima que le gouvernement de gauche avait épuisé son rôle de désorganisation, démoralisation et paralysie du prolétariat, l'armée écrasa les prolétaires et les valets réformistes sacrifiés sans hésitation.

La réussite du Coup d'Etat en septembre 73, dirigé et organisé par le «général démocrate» Pinochet nommé par Allende, ne fut donc possible que par l'action du gouvernement et des partis de l'Unité Populaire qui avaient désarmé matériellement et politiquement le prolétariat, réprimé toute contestation derrière une phraséologie socialiste comme ont toujours su le faire les faux-amis de la classe ouvrière.

Comme en Italie dans les années 20, en Allemagne ou en Espagne dans les années 30 voire en France avec Pétain, le coup d'Etat au Chili a confirmé l'enseignement du marxisme selon lequel *le fascisme (qui) est un alignement des forces de la bourgeoisie dans des situations de crise, lorsqu'elle a épuisé la ressource du gouvernement populaire, ne provient pas de la lutte violente du prolétariat, mais de l'échec de cette lutte; il est le coup de grâce porté par la bourgeoisie à un ennemi déjà presque abattu, et abattu par les opportunistes et gouvernements démocratiques»*; et *«la petite-bourgeoisie (...) se discipline dans le parti unique de la défense du Capital et lui donne ses troupes (...) quand elle sent (le prolétariat) battu (1)*.

* * *

Les grands Etats impérialistes qui dominent la planète, exploitent par centaines de millions des prolétaires et en condamnent au chômage des centaines de millions d'autres, pillent et saccagent le globe pour améliorer leurs profits, déclenchent et arrêtent les guerres les plus sanglantes selon leurs

intérêts du moment, s'efforcent de mettre en scène la fable selon laquelle, peut-être avec un quart de siècle de retard dans le cas Pinochet, il existe malgré tout dans ce monde-ci une justice impartiale et implacable, capable de défendre les malheureuses victimes et de frapper les Méchants qui ont contrevenu aux règles de la Démocratie et des Droits de l'homme. L'arrestation de Pinochet, tout comme l'institution du fameux Tribunal Pénal International de La Haye, répondent à la même intention de camouflage des crimes commis en permanence par le capitalisme mondial et de justification des forfaits des brigands impérialistes.

L'inculpation et le jugement de Pinochet doivent être dénoncés par la classe ouvrière internationale comme une **mascarade répugnante**. Les prolétaires victimes de la terreur et de la répression bestiale au Chili ne peuvent pas obtenir réparation avec sa condamnation par un tribunal bourgeois, car ils sont des **victimes de la bourgeoisie**, nationale et internationale (rappelez-vous que c'est à Washington que le coup a été préparé et c'est là où le feu vert lui a été donné), dont Pinochet n'a été que le bras armé.

Justice ne leur sera rendue que par le renversement de la classe dominante, la destruction de son appareil d'Etat (de ses Forces Armées à son Parlement démocratique dont la solidité s'appuie sur des milliers de cadavres), la liquidation de son mode de production, en un mot par la victoire de la révolution prolétarienne au Chili et dans le monde entier.

(1) cf «*L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves*», supplément au «*Prolétaire*» n° 431.



Brochures du parti communiste international

Série «Les textes du Parti Communiste International» :

1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) - 8 €
2. Parti et classe (deuxième édition 1975) - 5 €
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire (édition, 2004) - 3 €
4. Éléments d'orientation marxiste; Les trois phases du capitalisme; Guerres et crises opportunistes
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») - 3 €
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe (1973)
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) - 9 €
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) (Edition 1989 - 64 pages) - 8 €
9. Bilan d'une Révolution (Edition 1991 - 192 pages sur la question russe) - 10 €
10. Éléments de l'économie marxiste - 10 €
11. Dialogue avec les Morts (Le XXe Congrès du Parti Communiste Russe) (Accompagné des textes suivants: « Repli et déclin de la révolution bolchévique - L'opposition mensongère entre les formes sociales de Russie et d'Occident - Le système socialiste à la Fiat?») (Edition 2023 - 92 pages) - 8 €

Brochures « le prolétaire » :

29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) - 2 €
30. Le marxisme et la question palestinienne (Août 2004) - 4 €
31. La laïcité, un principe bourgeois (Mars 2005) - 2 €
32. La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (février 2009) - 2€
33. Invariance du marxisme (Février 2009) - 2 €
34. La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit (Août 2011) - 2 €
- Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie - 1 €
35. La Syrie dans la perspective marxiste. De la colonisation française à la guerre civile (Mars 2015) - 2 €
36. Marxisme et classes moyennes (Septembre 2017) - 2 €
37. Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites. Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes (Juin 2023) - 2 €

Voir toutes nos publications sur : <https://www.pcint.org>.

Commandes, abonnements et frais d'expédition. Veuillez nous consulter à l'adresse e-mail de notre site internet: leproletaire@pcint.org

REPRODUCTION LIBRE: Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles que nous publions, dans notre presse écrite ou sur notre site internet <https://www.pcint.org>, peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié et que la source – publication papier ou site internet - soit citée et clairement indiquée.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.